



Compte-rendu de la 54^e réunion

Commission de l'économie

Berlin, le 27 septembre 2023, à 11 h 00
Bâtiment Marie-Elisabeth-Lüders, salle 3.101
10117 Berlin, Adele-Schreiber-Krieger-Str. 1

Présidence: Michael Grosse-Brömer,
membre du Bundestag
Guillaume Kasbarian,
député à l'Assemblée nationale

Ordre du jour

Point unique de l'ordre du jour Page 4

Réunion conjointe avec la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale, consacrée aux défis actuels de la politique économique, commerciale et industrielle

**Membres présents de la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale :**

groupes politiques	Membres titulaires
Renaissance	Kasbarian, Guillaume (président) Lavergne, Pascal Vojetta, Stéphane
La France insoumise	Laisney, Maxime
Les Républicains	Rolland, Vincent
Démocrate	Bolo, Philippe
Socialiste	Battistel, Marie-Noëlle
Ecologiste	Fournier, Charles

Membres de la commission de l'économie du Bundestag allemand

Groupe parlementaire	Membres titulaires	Membres suppléants
SPD	Arlt, Johannes Bartz, Alexander Katzmarek, Gabriele Limbacher, Esra Poschmann, Sabine Roloff, Sebastian Töns, Markus Walter, Hannes Werner, Lena Westphal, Bernd	Gremmels, Timon Hubertz, Verena Junge, Frank Kreiser, Dunja Kröber, Martin Marvi, Parsa Mehltretter, Andreas Schmidt, Uwe Seitzl, Dr. Lina Weingarten, Dr. Joe
CDU/CSU	Durz, Hansjörg Grosse-Brömer, Michael Klöckner, Julia Kuban, Tilman Linnemann, Dr. Carsten Loos, Bernhard Metzler, Jan Rouenhoff, Stefan Willsch, Klaus-Peter	Connemann, Gitta Gramling, Fabian Körber, Carsten Mörseburg, Maximilian Ramsauer, Dr. Peter Scheuer, Andreas Spahn, Jens Stetten, Christian Frhr. von Wiener, Dr. Klaus
Alliance 90/Les Verts	Außendorf, Maik Banaszak, Felix Detzer, Dr. Sandra Kopf, Chantal Sekmen, Melis	Badum, Lisa Beck, Katharina Herrmann, Bernhard Sacher, Michael Spallek, Dr. Anne Monika
FDP	Bauer, Nicole Houben, Reinhard Todtenhausen, Manfred Ullrich, Gerald	Bartelt, Christian Cronenberg, Carl-Julius Klein, Karsten Köhler, Dr. Lukas



Groupe parlementaire	Membres titulaires	Membres suppléants
AfD	Holm, Leif-Erik Kaufmann, Dr. Malte Komning, Enrico Schulz, Uwe	Espendiller, Dr. Michael Münzenmaier, Sebastian Schattner, Bernd Ziegler, Kay-Uwe
La Gauche	Leye, Christian Meiser, Pascal	Dağdelen, Sevim Ulrich, Alexander

Les listes de présence signées par les participants membres de la commission de l'économie du Bundestag allemand seront jointes au compte-rendu original et pourront être consultées au secrétariat de la commission de l'économie pendant la législature actuelle et la suivante et dans les archives du Bundestag allemand par la suite.



Début de la réunion: 11 h 08

Point unique de l'ordre du jour

Réunion conjointe avec la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale, consacrée aux défis actuels de la politique économique, commerciale et industrielle

M. le **président Michael Grosse-Brömer**: Chers collègues de l'Assemblée nationale, chers collègues du Bundestag allemand. J'aimerais, au nom de l'ensemble de notre commission de l'économie, souhaiter très chaleureusement la bienvenue au président de la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale, Monsieur Guillaume Kasbarian, et à ses collègues de la délégation française. Soyez les bienvenus, nous sommes ravis que vous soyez aujourd'hui parmi nous.

[Applaudissements des députés]

Je suis très heureux que nous ayons réussi à poursuivre cette année la tradition des réunions conjointes de nos deux commissions en nous retrouvant aujourd'hui à Berlin. Notre dernière réunion en présentiel, à Paris, remontait à novembre 2019. Et je suis persuadé que nous pourrions revenir dans cette ville merveilleuse, quand nous vous rendrons visite à notre tour, cela reste à organiser. J'ai eu la chance, cher Guillaume, que nous puissions déjà faire connaissance à Paris, lors des célébrations conjointes organisées à l'occasion du 60^e anniversaire de la signature du Traité de l'Élysée. Ce fut, déjà à l'époque, une rencontre très amicale. Et ce traité de l'Élysée est aussi une manifestation de l'amitié franco-allemande. Il a valeur de jalon important dans la politique d'entente franco-allemande engagée après la Seconde Guerre mondiale. Il est aussi indissociablement lié aux noms de Konrad Adenauer et de Charles de Gaulle, qui reconnaissaient alors dans leur déclaration commune que la coopération entre nos deux pays « constitu[ait] une étape indispensable sur la voie de l'Europe unie ». Depuis, nous avons beaucoup avancé, nous avons franchi de nombreuses étapes et pourtant, nous devons, et c'est d'actualité aujourd'hui, toujours travailler pour cultiver l'amitié franco-allemande, aussi comme fondement de la prospérité en Europe. On ne le fait pas uniquement en prononçant des allocutions communes, mais aussi en se rencontrant. C'est ce

que nous avons déjà constaté hier soir, lors des entretiens intensifs du dîner, d'ailleurs dans un restaurant italien : nous nous entendons bien et nous avons aussi beaucoup de choses à discuter.

Nous parlerons aujourd'hui de politique économique, commerciale et industrielle, à un moment qui, en réalité, n'aurait pas pu être mieux choisi. Les économies de nos deux pays doivent relever des défis importants, au plan national, mais aussi européen, des défis qui rendent la coopération franco-allemande plus nécessaire que jamais. Nous ne disposons que de deux heures pour cette réunion et je propose que nous procédions de la façon suivante : je vais céder d'emblée la parole à mon collègue Monsieur Kasbarian, bien entendu, qui prononcera quelques mots d'introduction, puis nous nous pencherons sur les quatre sujets suivants : premièrement, la politique actuelle en matière de commerce extérieur, les défis de la politique économique et industrielle. Deuxièmement, les stratégies visant à garantir notre approvisionnement en énergie et en matières premières. Troisièmement, la réduction de la bureaucratie au niveau national et européen. Et nous terminerons par le quatrième sujet, les investissements et la coopération dans le domaine des technologies d'avenir. Nous avons à peu près 25 minutes pour chacun de ces blocs thématiques. Les échanges se feront de la façon suivante : chaque commission aura droit à six interventions par bloc thématique. Nous commencerons par trois interventions de nos invités français, suivies de trois interventions des collègues allemands, puis nous redonnerons la parole à trois orateurs pour la partie française et enfin à trois intervenants pour la partie allemande. C'est ainsi que cela devrait se dérouler. Ce sont les présidents des commissions qui donneront la parole aux intervenants. C'est nous, en effet, qui connaissons le mieux nos collègues. Chaque intervention ne devrait pas dépasser deux minutes. Vous le voyez, nous sommes fidèles à la bonne vieille tradition allemande où tout doit être réglé, mais parfois, effectivement, c'est utile. C'est d'ailleurs ce que nous avons convenu et nous avons donc une bonne base pour des échanges intenses. S'il reste du temps, nous serons bien entendu heureux de toute intervention supplémentaire. La commission de la protection du climat et de l'énergie se réunira ensuite aussi avec nos collègues – qui ont donc aujourd'hui un programme vraiment très chargé – à



deux heures et demie, selon le même format, mais sur d'autres thèmes, c'est clair. Et nous bénéficierons, car cela aussi, c'est une bonne tradition, d'une interprétation simultanée qui fonctionne déjà. C'est une aide dont nous nous réjouissons à chaque fois. Et je remercie dès maintenant les interprètes pour le travail important qu'elles accomplissent. Nous devons toujours les avoir à l'esprit, car, même si elles travaillent bien entendu avec beaucoup de professionnalisme, il faut toujours un petit peu de temps pour arriver à la fin de la traduction. Je terminerai en signalant que, conformément à notre règlement, le compte-rendu sera publié et qu'il le sera également, en français, sur le site Internet de l'Assemblée nationale. Nous aurons donc ensuite tous l'occasion de lire et de récapituler tout ce qui aura été dit. Nous allons maintenant poursuivre gentiment comme indiqué dans cette introduction et je cède maintenant la parole à Guillaume Kasbarian. Je suis ravi que toi et tes collègues soyez ici aujourd'hui !

M. le président Guillaume Kasbarian: Monsieur le Président, cher Michael, chers collègues de la commission de l'économie du Bundestag, chers collègues de l'Assemblée nationale, je suis ravi que nos deux commissions aient une nouvelle fois l'occasion de se rencontrer. L'initiative en revient, et je l'en félicite, à votre président, Michael Grosse-Brömer, avec qui j'avais pu m'entretenir fin janvier 2023 à l'Assemblée nationale à l'occasion du 60^e anniversaire du Traité de l'Élysée.

Nous poursuivons ainsi une tradition d'échange établie depuis plusieurs années. Par exemple, sous la précédente législature française 2017-2022, une délégation de notre commission était venue vous rencontrer ici à Berlin, en octobre 2018. L'année suivante, en novembre 2019, ce fut votre tour de venir à Paris. Puis en novembre 2020, dans un contexte sanitaire peu propice aux voyages, notre commission avait échangé en visioconférence avec des membres du Bundestag sur des sujets liés à l'hydrogène et aux piles à combustible.

Ces discussions sont toujours particulièrement intéressantes et enrichissantes. D'abord, parce qu'elles permettent de conforter les liens entre nos deux nations que l'histoire moderne a d'abord vu s'opposer avant qu'elles ne se rapprochent pour former, comme on le dit en français, le couple franco-allemand, moteur de la construction

européenne. Ces propos pourraient sembler à certains un peu lénifiants, mais l'actualité est là pour nous rappeler la précarité du temps de paix sur notre continent. L'importance des liens tissés entre nos deux pays ne doit donc jamais être minorée ou minimisée. Ces liens sont évidemment politiques et culturels, mais aussi économiques.

Rappelons qu'environ 4500 entreprises allemandes sont implantées en France, y employant près de 320 000 personnes. En 2022, l'Allemagne a d'ailleurs été le premier investisseur européen en France, et le deuxième investisseur mondial après les États-Unis. En sens inverse, 5 700 entreprises françaises emploient plus de 400 000 personnes en Allemagne. La relation franco-allemande est ainsi caractérisée par la densité des investissements croisés et l'intensité de nos échanges. L'Allemagne est d'ailleurs le premier client et le premier fournisseur de la France.

Ce dynamisme de nos échanges est un bien précieux que des opérations industrielles récentes ont permis de préserver. Je pense par exemple aux deux gigafactories de production de batteries au lithium-ion développées par le groupe ACC, détenu à parts égales par TotalEnergies, Stellantis et Mercedes Benz. L'une vient d'ouvrir à Douvrin dans le Pas-de-Calais, l'autre entrera en activité à Kaiserslautern en 2025.

Si nos discussions sont toujours particulièrement intéressantes et enrichissantes, c'est aussi parce que la force de nos relations nous autorise à nous parler franchement et à confronter nos quelques différences d'approche. La franchise oblige à constater que tout n'est pas parfait dans les relations économiques bilatérales. Ainsi, après avoir longtemps été le premier partenaire commercial de l'Allemagne, la France n'est plus qu'au quatrième rang. Des projets censés être développés en commun peinent parfois à se concrétiser. Je mentionnerais ainsi les incertitudes pesant sur le projet de char du futur, dit MGCS, ou encore dans le domaine spatial, les doutes sur les programmes devant succéder à Ariane 6.

J'observe aussi, lors de nos déplacements dans des salons, tels que le Mondial de l'Automobile, le Salon aéronautique du Bourget ou le salon de l'armement EURONAVAL, un certain agacement de certains industriels français engagés dans des partenariats avec des industriels allemands.



Enfin, et nous aurons l'occasion d'y revenir dans la journée je le pense, je mentionnerais nos divergences sur le marché européen de l'électricité. Nos deux pays ont à affronter d'énormes défis que les quatre thématiques retenues pour notre réunion commune vont nous permettre d'évoquer dans quelques instants. Nous ne sommes pas tenus d'emprunter les mêmes voies pour répondre à ces défis, mais mieux vaudrait que nos actions poursuivent les mêmes objectifs et que nous en parlions ensemble en toute franchise.

Monsieur le Président, Je vous cède à nouveau la parole pour annoncer notre premier débat et vous remercie à nouveau pour votre accueil chaleureux au nom de toute la délégation que je représente aujourd'hui.

[Applaudissements des députés]

M. le **président Michael Grosse-Brömer**: Moi aussi, je vous remercie vivement pour ces mots aimables et francs, c'est justement comme cela que l'on est entre amis, on est franc et clair les uns avec les autres. Et c'est aussi le sens de notre réunion d'aujourd'hui. Nous pouvons passer au premier bloc thématique. Il est consacré à la politique actuelle en matière de commerce extérieur et aux défis de la politique économique et industrielle, dont certains ont déjà été évoqués. Pourrais-tu, cher Guillaume, appeler tes collègues qui souhaitent commencer sur ce bloc thématique. Tu as la parole.

M. le **président Guillaume Kasbarian**: Je vais donc donner la parole à Monsieur Stéphane Vojetta, puis à Monsieur Charles Fournier. Monsieur Vojetta, vous avez la parole.

M. **Stéphane Vojetta** (Renaissance): Merci Guillaume, merci chers collègues et homologues allemands. C'est un honneur que d'ouvrir le tour des paroles de la délégation française, ici au Bundestag. Effectivement, pourquoi ne pas commencer par parler du commerce extérieur et de la politique industrielle et économique ? Guillaume Kasbarian l'a souligné, la France a perdu du terrain en termes d'échanges franco-allemands : de premier client de l'Allemagne, nous sommes devenus le quatrième dans les échanges commerciaux.

La France fait des efforts continus pour améliorer sa position sur les marchés internationaux, notamment à travers un dispositif que nous

appelons Team France qui s'appuie sur des institutions telles que Business France, nos chambres de commerce à l'étranger ou encore nos French Techs, qui sont très présentes en Allemagne et participent à ce que nos deux économies croissent ensemble et à ce que les entreprises françaises puissent exporter vers l'Allemagne et vice versa. Force est pourtant de constater que la France recule peu à peu.

En ce qui me concerne, je suis particulièrement intéressé par les sujets de coopération industrielle qui pourraient déboucher sur des contrats commerciaux, notamment dans le cadre de la défense avec le projet franco-allemand-espagnol de développement de l'avion du futur, le SCAF, projet dans lequel l'Allemagne a réaffirmé son engagement à participer à l'avenir, et sur lequel il sera important non seulement que nous puissions développer ensemble ces technologies d'avenir, mais aussi qu'ensuite, tous les pays puissent s'engager à acheter ces produits de façon à assurer l'interopérabilité des armées européennes dans le cadre d'une politique de défense future.

M. le **président Guillaume Kasbarian**: Merci beaucoup monsieur Vojetta. Je donne la parole à monsieur Charles Fournier.

M. **Charles Fournier** (Écologiste): Merci beaucoup. Merci pour votre accueil ici au Bundestag.

C'est l'occasion d'échanger sur le modèle français et le modèle allemand qui s'invite souvent dans nos débats à l'Assemblée nationale, parfois comme le bon modèle, parfois comme le mauvais modèle, quand on parle par exemple d'énergie. Il y a beaucoup de débats et nous y reviendrons à d'autres moments.

C'est donc l'occasion d'avoir des discussions sur les choix que nous faisons les uns et les autres. Je voudrais parler ici d'industrie : l'histoire et l'actualité de notre industrie dans nos pays respectifs disent beaucoup de là où nous en sommes.

En France, la désindustrialisation a été profonde, plus profonde qu'en Allemagne. La prospérité allemande s'est faite sur l'industrie, même si aujourd'hui vous connaissez une situation difficile. Nous aimerions d'ailleurs en comprendre les ressorts, avec une récession pour cette année et des risques majeurs pour l'industrie allemande.



Dans le même temps en France, nous débattons des transformations de cette industrie. Nous avons sur la table la loi dite d'industrie verte. Les Écologistes sont assez en désaccord avec son contenu parce qu'elle ne prend pas en considération tous les grands enjeux auxquels nous sommes, Allemands et Français je pense, confrontés : la question de l'énergie évidemment et de son coût, celle de l'approvisionnement, de la raréfaction des ressources, des matières premières, des limites planétaires d'une façon générale, ainsi que la question de l'eau, celle des métaux rares. Les sujets sont nombreux. Il y a aussi le ralentissement de la demande, les stratégies internationales – je pense ici à l'IRA, Inflation Reduction Act –, et les réponses qui sont apportées à l'échelle européenne et dans chacun de nos pays. Sans oublier des sujets concernant la main-d'œuvre et la transformation sociale du modèle de l'industrie.

Nous faisons tous face à ces sujets : pour nous, en France, cette loi passe un peu à côté d'une partie de ces enjeux. Mais il nous semble qu'il y a là matière à coopérer en Franco-Allemands, en Européens, sur ces enjeux de réindustrialisation et de transformation de notre industrie. Et nous aimerions savoir si en Allemagne, vous avez une définition de l'industrie verte. Nous en France, nous peinons à en trouver une.

M. le **président Guillaume Kasbarian**: Je vous remercie monsieur Fournier. Je donne la parole à monsieur Vincent Rolland.

M. **Vincent Rolland** (Les Républicains): Merci beaucoup monsieur le Président. À mon tour, je voudrais vraiment vous remercier de votre accueil et me féliciter de cet échange et des futurs échanges que nous aurons au cours de la matinée et l'après-midi.

Il y a un secteur industriel en Allemagne qui est extrêmement puissant, c'est celui de l'automobile qui, le plus souvent, fait référence dans le monde. Je voudrais savoir comment vous abordez la fin du véhicule thermique programmée par la Commission européenne. Est-ce que cette fin du véhicule thermique n'est pas aussi une question de fragilité de notre industrie face aux Asiatiques qui, on le sait, ont pris quelques années d'avance dans ce domaine sur nos propres industries ?

Bien sûr, la question du climat est extrêmement importante et elle nous préoccupe tous. Il suffit de

voir d'ailleurs la douceur qu'il fait en cette fin septembre à Berlin. Mais ne met-on pas là en danger notre propre industrie et n'est-il pas important peut-être de temporiser, au moins jusqu'à ce que l'on puisse rattraper le retard que nous avons face aux concurrents asiatiques ?

M. le **président Guillaume Kasbarian**: Merci beaucoup M. Rolland. Et, monsieur le Président, c'est à vous je crois.

M. le **président Michael Grosse-Brömer**: Merci beaucoup. La première chose, c'est qu'en France, quand on dirige une séance, on est toute de suite « président ». C'est bien entendu quelque chose que l'on devrait adopter aussi en Allemagne.

(Note du traducteur : en allemand, le terme « Präsident » est surtout utilisé dans le sens de « président de la République, président fédéral » et non pas pour un simple « directeur de séance »).

[Rires dans la salle]

La deuxième chose, et je l'ignorais aussi, c'est que quand on tape sur le micro avec son stylo, les orateurs s'arrêtent parfois de parler. Oui, ça aussi, on pourrait l'adopter en Allemagne, ici, dans notre commission. C'est une très bonne règle ! Et je pense, Monsieur Rolland, qu'il y a ici des avis différents sur le véhicule thermique. Il n'y a pas une seule opinion sur le sujet, je pourrais déjà le dire maintenant, mais peut-être va-t-on nous le dire tout de suite. Passons maintenant à nos collègues. Si j'ai bien compris, les sociaux-démocrates ont convenu de diviser leurs deux minutes en deux fois une minute. Je donne donc la parole pour une minute à Bernd Westphal et j'essaierai si cela marche. Si cela dure trop longtemps, on verra. Ce sera ensuite le tour de Marcus Töns. Je vous en prie, c'est à vous.

M. **Bernd Westphal** (SPD): Merci beaucoup, Monsieur le Président. Chers amis français, soyez les bienvenus. Il n'a pas de pays au monde avec lequel nous ayons des liens aussi étroits qu'avec la France et je suis donc très heureux de ces échanges très riches. Madame la Secrétaire d'État, nous avons certainement un grand nombre de défis à relever en matière d'attractivité pour les entreprises. Nous avons signé en 2015 l'Accord de Paris sur le climat, dans lequel la communauté internationale convenait, pour la première fois, de



s'attaquer au problème n° 1 de l'humanité, le changement climatique, et nous cherchons des moyens de permettre à l'industrie de trouver des solutions à ce problème. C'est donc d'un cap clairement défini dont ont besoin les entreprises qui veulent investir ! Et c'est pourquoi nous avons fixé un cap clairement défini pour transformer notre industrie et réaliser l'économie sociale et écologique de marché qui est notre objectif. C'est pourquoi il existe de bonnes approches pour y travailler avec nos amis français et atteindre ensemble cet objectif.

M. le **président Michael Grosse-Brömer**: Merci beaucoup. M. Töns, c'est à vous.

M. **Markus Töns** (SPD): Moi aussi, je vous remercie de nous rendre visite. Je trouve que les échanges que nous avons sont importants pour nous tous, même pour les questions de politique économique. J'aimerais aborder un sujet qui est une de nos préoccupations récurrentes, je veux parler des négociations sur l'accord avec le Mercosur et de la question de savoir si nous parviendrons à finaliser cet accord d'ici la fin de l'année. Vous le savez, le Paraguay vient d'exiger que les négociations aboutissent d'ici décembre. Je crois que face aux questions géopolitiques et géostratégiques auxquelles le monde actuel doit répondre, ne serait-ce qu'en raison de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, beaucoup de choses ont changé, et que nous devons aboutir à un résultat positif avec nos amis des pays du Mercosur. J'entends de temps à autres que les critiques à ce propos sont très nombreuses en France et j'aimerais, tout simplement, plaider une fois de plus pour que l'on réévalue peut-être cette question en tenant compte de ces aspects.

M. le **président Michael Grosse-Brömer**: Merci beaucoup, cher Collègue. J'aimerais réparer un oubli et saluer notre collègue M^{me} Brantner, secrétaire d'État au ministère. Une partie du gouvernement est donc aussi présente ici. J'appelle maintenant Julia Klöckner pour le groupe CDU/CSU.

M^{me} **Julia Klöckner** (CDU/CSU): Merci beaucoup. Bonjour et bienvenue ! Je suis originaire de Rhénanie-Palatinat, Land voisin de la France, avec laquelle nous entretenons un voisinage vivant, et nous sommes donc heureux que vous soyez parmi nous. Après la guerre, c'est à Bad Kreuznach que

Charles de Gaulle et Konrad Adenauer se sont rencontrés pour la première fois sur le sol allemand. C'est ma région natale et cette ville vous salue aussi ! J'aimerais revenir sur ce que vient de dire mon collègue à propos de l'accord UE-Mercosur. Je sais que vous êtes aussi compétents pour l'agriculture. J'ai été ministre fédérale de l'Agriculture dans le gouvernement d'Angela Merkel et je connais les inquiétudes que suscite le Mercosur. Mais nous avons de grandes, très grandes opportunités. Face à la domination de la Chine et après les longues tractations que nous avons menées en tant qu'UE et avec les pays du Mercosur, il est nécessaire d'avoir des partenaires stratégiques. On ne pourra jamais tout exiger, mais il vaut mieux agir ensemble sur la base de valeurs que de se retrouver ensuite à la traîne derrière des rivaux systémiques. J'aimerais aborder le prix de l'électricité à usage industriel. Nous autres Allemands, nous regardons chez vous, nos voisins. Vous avez une sorte de tarification spéciale de l'électricité à usage industriel qui va bientôt s'arrêter et nous aimerions savoir ce que vous prévoyez pour la suite immédiate. Et nous aimerions aussi connaître votre opinion sur le nucléaire. Oui, nous voulons la transition, mais nous avons rarement, par le passé, importé autant d'énergie et nous dépendons actuellement des autres. Et vous ne serez pas étonnés si je vous dis qu'il y a ici des points de vue différents sur l'utilisation de l'énergie nucléaire, neutre en carbone, et sur la recherche dans ce domaine. C'est pourquoi nous aimerions aussi savoir quel regard vous portez sur la transition telle que nous la menons. Mais, comme je le disais, revenons sur le prix de l'électricité à usage industriel : Quels plans avez-vous pour la suite en ce qui concerne l'UE ? J'aimerais utiliser les dix secondes qui me restent pour le dire clairement : si nous, l'Allemagne, la France et les autres grandes nations industrielles, n'œuvrons pas de concert pour préserver la force de l'industrie européenne, ce que nous importerons, ce seront des normes plus faibles en vigueur dans le reste du monde.

M. le **président Michael Grosse-Brömer**: Merci beaucoup. Madame Detzer, d'Alliance 90/Les Verts.

M^{me} **Sandra Detzer** (Alliance 90/Les Verts): Merci beaucoup et bonjour ! C'est merveilleux que vous soyez ici aujourd'hui, merci beaucoup pour cet échange. Je suis députée de la circonscription de



Ludwigsbourg, la ville où le président de Gaulle a prononcé son mémorable discours à la jeunesse et où se trouve l'Institut franco-allemand, une institution importante de notre amitié. Cet été, j'ai pu, lors des Rencontres économiques d'Aix-en-Provence, échanger avec de nombreux responsables d'entreprises françaises sur la forme à donner à la politique économique européenne et j'ai été impressionnée par la façon proactive, voire dynamique, que prend le débat qui est mené en France. Et j'aimerais que le dynamisme que j'y ai ressenti, nous puissions aussi en faire bénéficier les relations franco-allemandes et le débat européen. Ensemble, nous voulons, et je crois que c'est une des grandes forces du tandem franco-allemand, faire de la décarbonation de l'économie européenne un moteur de l'innovation, un avantage compétitif pour l'économie européenne. Et là, il est tout aussi essentiel d'agir ensemble. Ce que nous apprécions beaucoup, surtout de notre point de vue de Verts, c'est que le président Macron fasse régulièrement des propositions européennes. Il a récemment lancé une proposition sur la production de pompes à chaleur en France, en Europe, et cela va dans un sens que nous trouvons très important et que nous soutenons très activement. Nous sommes aussi très reconnaissants à la France du soutien important qu'elle apporte au Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières (MACF). Nous pensons que le MACF est une mesure importante pour permettre une concurrence loyale, pour créer en Europe les conditions d'une concurrence équitable. Et c'est pourquoi nous continuerons à tout mettre en œuvre pour réussir à instaurer des règles du jeu équitables en Europe. Une idée pour terminer : nous autres, les Verts, envions beaucoup à la France sa tradition de politique industrielle active et aimerions que vous nous en disiez davantage à ce propos. Merci beaucoup.

M. le président Michael Grosse-Brömer: Merci beaucoup. Cher Guillaume, tu as la parole.

M. Guillaume Kasbarian, président (Renaissance): Monsieur le Président, je crois que nous avons trois interventions françaises potentielles. Je vais en prendre une des trois et laisser les deux autres aux collègues.

M. le président Guillaume Kasbarian: Pour répondre à certains points qui ont été évoqués à l'instant, une première question autour du Mercosur : la position de l'Assemblée nationale est

assez claire puisque nous avons voté, à une majorité extrêmement large, une résolution transpartisane indiquant les craintes que nous avons par rapport aux normes environnementales, aux normes de production agricoles et aux éventuelles concurrences déloyales que nous pourrions avoir, notamment sur la partie agricole, si cet accord venait à être adopté. Nous avons toujours ces craintes et c'est parce qu'elles sont très largement partagées que nous avons voté cette résolution de façon transpartisane.

Après bien sûr, il existe des sensibilités différentes au sein de l'Assemblée nationale. Certains sont historiquement et de façon constante contre le libre-échange et les traités commerciaux, d'autres sont plus ouverts à la signature de traités, mais ouverts quand il y a de la réciprocité et quand au niveau normatif, on a une protection et une concurrence loyale, notamment sur la partie agricole.

Le deuxième point que je voulais évoquer est celui du prix de l'électricité. C'est un sujet fondamental pour nos industries : on ne pourra pas attirer des industriels électro-intensifs sur notre continent si nous sommes incapables d'avoir une électricité accessible à un bon prix. Quand au Canada, on est à 15,5 € du mégawattheure, quand on est aux États-Unis à 32 €, on a là un enjeu de compétitivité très important sur le prix de l'électricité. Le prix de l'énergie est fondamental quand on parle de l'industrie et je pense que nous sommes nombreux à l'Assemblée nationale à ne pas souhaiter laisser filer nos industries à l'étranger parce que nous serions incapables de garantir un prix de l'électricité abordable, notamment à nos électro-intensifs.

Troisième et dernier point puisqu'il me reste 20 secondes : le nucléaire. Je serai rapide. Il y a aujourd'hui une large majorité à l'Assemblée nationale en faveur du nucléaire parce que notre objectif est de baisser nos émissions de CO₂. C'est donc parce que notre objectif est d'être neutre en émissions de CO₂ et des énergies fossiles, que nous souhaitons conserver la part du nucléaire. Nous aurons l'occasion d'en parler, j'imagine, tout au long de la journée.

Je vais demander à mes collègues, qui souhaite intervenir. Monsieur Fournier souhaitait intervenir.

M. Charles Fournier (Écologiste): Oui, je voulais



intervenir sur le dernier point évoqué par le président Kasbarian, la question du nucléaire. Il y a une large majorité certes, mais il reste en France des gens qui sont convaincus que ce n'est pas le bon choix. Et ce, pour une raison assez pragmatique, c'est que le futur parc nucléaire français, s'il advenait, ne se fera pas avant 2030-2035, voire 2040, alors que nous sommes face à un vieillissement du parc actuel, devant un « mur énergétique ». Dès lors, seules les réponses de sobriété et de production d'énergie renouvelable à court terme pourront nous permettre de faire face à nos enjeux d'approvisionnement.

Le nucléaire est sans doute, pour ceux qui le défendent, une solution, mais elle ne peut l'être que dans longtemps. Nous avons une vraie difficulté aujourd'hui et le débat s'est, je pense, un peu enlisé là-dessus. Sur la production d'énergie renouvelable, nous aurions envie de nous inspirer de ce qui a été réussi en Allemagne en termes d'importance des énergies renouvelables dans le mix énergétique, mais aussi de structuration des filières économiques autour de la production d'énergie renouvelable. Je pense qu'en France, nous avons beaucoup de retard qui va nous poser une difficulté dans les années à venir.

M. le président Guillaume Kasbarian: Je crois que Madame Battistel souhaitait intervenir.

M^{me} Marie-Noëlle Battistel (Socialiste): Merci beaucoup monsieur le Président. Je souhaiterais moi aussi répondre à notre collègue sur la question du prix pour les électro-intensifs. Nous avons ce débat très important en France, pour permettre à nos entreprises d'être compétitives au plan international. C'est vraiment une question de survie pour nous. Chez nous, des dispositifs vont s'arrêter, et notamment l'ARENH. Vous connaissez aussi ce débat, mais je sais que vous avez opté pour des chemins différents. J'aurais souhaité que vous puissiez esquisser votre ligne pour avoir des prix compétitifs pour vos électro-intensifs en dépit de l'encadrement européen assez strict. Est-ce que vous pouvez nous orienter là-dessus. Merci.

M. le président Michael Grosse-Brömer: Nous avons actuellement une question passionnante, celle de savoir dans quelle mesure nous sommes compétitifs avec nos coûts de l'énergie. C'est pourquoi il existe ici aussi, au sein de notre assemblée, une tradition de visions différentes sur

ce point. Et j'aimerais donner maintenant aux collègues dont c'est le tour la possibilité de répondre d'abord sur ce sujet. C'est à notre collègue Reinhard Houben, des libéraux démocrates, de commencer.

M. Reinhard Houben (FDP): Messieurs les Présidents, je suis très heureux que nous ayons ce débat animé et ouvert, c'est un progrès important pour l'Allemagne, la France et l'Europe. Je crois que nous autres, Européens, devons veiller à ne pas nous faire écraser entre les blocs qui se développent – avec d'une part les États-Unis et d'autre part la Chine. Il me semble qu'en Europe, nous avons montré que nous savions bien organiser et réaliser ensemble certaines choses, je pense en l'occurrence à Airbus. D'un autre côté, nous avons manifestement, et cela a déjà été évoqué, des problèmes avec certains projets communs. La situation d'Ariane et le développement du secteur spatial en Europe ne sont pas, il me semble, satisfaisants actuellement. Ce sont des domaines où nous devons mieux travailler ensemble et davantage serrer les rangs. Je crois que du côté allemand, nous devons, depuis l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine, revoir notre position sur la thématique globale de l'industrie de l'armement. C'est un domaine où nous avons fait depuis des dizaines d'années, pour des raisons historiques évidentes, preuve d'une grande retenue. Le Bundestag allemand débat actuellement de ce sujet. En ce qui concerne la question de l'approvisionnement en énergie, nous ne nous berçons pas d'illusions. Le passage au renforcement, parfois prôné, des énergies dites renouvelables est une démarche difficile au plan technologique et très onéreuse. Et, malgré toutes les possibilités techniques dont nous disposons, nous devons nous demander si nous ne nous coupons pas de nos concitoyens dans ce processus. C'est ce que vous a montré le mouvement de protestation des gilets jaunes. Ce sont des situations que nous aimerions bien entendu, dans la mesure du possible, éviter d'avoir en Allemagne. Et, pour revenir à la situation actuelle, si nous sollicitons trop nos concitoyens, nous autres démocrates risquons de les voir se détourner de nous aux élections et voter pour les extrêmes. Merci.

M. le président Michael Grosse-Brömer: Merci beaucoup. La parole est maintenant à M. Malte Kaufmann de l'AfD.



M. Malte Kaufmann (AfD): Messieurs les Présidents, merci beaucoup d'être venus. J'aimerais m'associer aux remerciements aux députés français exprimés par mes collègues. Moi aussi, j'ai beaucoup apprécié l'échange informel d'hier soir avec les responsables de groupe, tout comme la très agréable rencontre à Paris en janvier. Merci pour l'accueil que vous nous avez réservé à l'Assemblée nationale. Je crois qu'il est important de se rencontrer, car ces échanges permettent aux divergences de vue qui existent actuellement entre nos deux pays de s'exprimer, de se manifester. Ainsi, nous pouvons apprendre les uns des autres. Pour ce qui est des risques pour l'industrie, Monsieur Fournier en a parlé. Quand on demande aux entreprises allemandes les raisons qui les poussent à délocaliser, il y a, parmi les trois arguments qui arrivent en tête, les prix élevés de l'énergie en Allemagne, et cela nous préoccupe beaucoup en tant que groupe d'opposition. Nous sommes favorables à l'énergie nucléaire et nous plaidons en faveur d'un retour à une technique nucléaire moderne. Et à l'heure actuelle, nous pouvons être reconnaissants de pouvoir importer l'électricité nucléaire que vous produisez en France, pour permettre à notre industrie de continuer à fonctionner. Un grand merci. Ensuite, autre point qui revient sans cesse : les lourdeurs administratives. Nous sommes très sceptiques à propos de la loi sur les chaînes d'approvisionnement, par exemple. J'aimerais savoir ce que vous en pensez. Il est en effet prévu de la renforcer prochainement au niveau de l'Union européenne. Et il y a bien entendu aussi la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, qui joue un rôle chez nous. En ce qui concerne l'abandon du moteur thermique, nous sommes absolument contre, car c'est un élément important de notre industrie et de notre culture automobiles en Allemagne. Et parce qu'il y a de nombreux marchés dans le monde qui sont encore attachés au moteur thermique. Je pense que là, nous sommes en train de scier la branche sur laquelle nous sommes assis. Nous sommes donc totalement opposés à l'interdiction du moteur thermique et voulons revenir à ce type de motorisation. J'ai entendu votre signal, Monsieur le Président. Merci beaucoup.

M. le président Michael Grosse-Brömer: Apparemment, ça marche, c'est bon à savoir. Encore merci pour l'astuce. C'est maintenant au tour du groupe La Gauche, avec Pascal Meiser.

M. Pascal Meiser (La Gauche): Merci beaucoup, Monsieur le Président. J'aimerais, également au nom de mon groupe, La Gauche, vous souhaiter la bienvenue et vous dire que nous sommes très heureux que vous soyez ici aujourd'hui et que nous puissions avoir cet échange. Nous aussi, nous pensons que la coopération avec nos partenaires français est de la plus haute importance. Cela a déjà été dit à plusieurs reprises, nous estimons nous aussi qu'il y a des défis majeurs pour l'avenir de l'industrie dans notre pays, mais pas uniquement dans notre pays, mais, plus largement, au sein de l'Union européenne. À ce propos, et j'y viens tout de suite, on nous a demandé quelle est notre position sur le prix de l'électricité à usage industriel, ce que nous appelons aussi le « prix de transition ». Nous, La Gauche, constatons qu'en ce qui concerne l'approvisionnement en électricité bon marché, la trajectoire de transition empruntée jusqu'à présent, qui doit nous mener aux renouvelables, ne fonctionne plus en l'état depuis l'agression russe contre l'Ukraine. Et dans ces conditions, nous considérons qu'une tarification de transition, ou des subventions publiques aux industries électro-intensives, sont ici un mal nécessaire si l'on veut éviter les délocalisations industrielles. Cela doit toutefois s'inscrire dans des mesures globales de réduction du prix de l'électricité, de réduction de la taxe sur l'électricité au niveau européen minimum, etc. Ce sont nos approches, cela coûte de l'argent. Et cela nécessite de réaliser des recettes correspondantes, là où sont les bénéficiaires. C'est notre ligne, mais il y a des différences, même au sein de cette assemblée. Mais le prix de l'électricité n'est qu'un aspect. Nous nous demandons quelles réponses communes nous pouvons, globalement, apporter à l'*Inflation Reduction Act* et aux autres défis. Et notre question concerne le rôle que les pouvoirs publics, les subventions publiques, peuvent et doivent jouer. Traditionnellement, c'est un peu plus marqué en France que chez nous. Nous portons parfois un regard envieux sur certaines initiatives de la politique industrielle française – sur la proposition de *Buy European Act* ou les approches similaires, les exigences de contenu local – aussi pour favoriser un peu l'industrie locale avec des fonds publics. Où en est le débat en France ? Merci beaucoup.

M. le président Michael Grosse-Brömer: Merci beaucoup. La question est sans aucun doute



intéressante, mais nous sommes arrivés à la fin de ce bloc thématique et je ne peux donc demander à personne de la partie française d'y répondre. Sauf si c'est souhaité, je ne sais pas. Sinon, si ce n'est pas le cas, j'appellerai le deuxième bloc thématique. Nous allons donc parler des stratégies visant à sécuriser l'approvisionnement en énergie et en matières premières. C'est bien entendu aussi un sujet important. Et cette fois-ci, c'est la partie allemande qui va commencer. Je vais donc redonner la parole à Bernd Westphal pour le SPD, puis, comme il me semble, à Sebastian Roloff. Vous avez chacun une minute.

M. Bernd Westphal (SPD): Merci beaucoup, Monsieur le Président ! L'énergie, c'est la prospérité, et nous avons un objectif clair, que nous voulons atteindre en développant les énergies renouvelables, et deux piliers en particulier, l'éolien en mer et sur terre et le photovoltaïque, tout en organisant des possibilités de stockage de l'énergie avec l'hydrogène. Cela garantira aux entreprises, aux consommateurs et aux ménages la perspective de s'approvisionner de manière décarbonée en énergie. Et surtout, cela créera la base de perspectives de croissance et la possibilité de proposer des produits neutres en carbone sur les marchés mondiaux. Je crois que c'est évident pour tous, et je l'ai évoqué précédemment : l'Accord de Paris sur la protection du climat constitue un engagement particulier, également pour la France, celui de tout mettre en œuvre, également avec des technologies, pour que d'autres pays soient en mesure d'assurer le bien-être et la prospérité économique grâce à une production décarbonée. Et c'est quelque chose que nous considérons au moins comme un engagement très fort et sur quoi nous orientons précisément notre cap clairement défini. Il s'agit donc de garantir l'approvisionnement à partir des renouvelables et d'appuyer les entreprises dans cette transition.

M. le président Michael Grosse-Brömer: Merci beaucoup. Sebastian Roloff, c'est à vous.

M. Sebastian Roloff (SPD): *[En français] Monsieur le Président, je vais essayer en français. Chers collègues, bienvenue à Berlin. La pandémie de corona, avec l'interruption de l'approvisionnement et la guerre d'agression russe ont mis en évidence notre dépendance aux matières premières. J'ai noté avec beaucoup d'intérêt les fonds pour les métaux critiques de 2 milliards d'euros, nous travaillons*

également sur un tel fonds dans le cadre des négociations budgétaires, probablement d'une valeur d'un milliard d'euros. Par ailleurs, des travaux sont actuellement en cours à Bruxelles sur le Critical Raw Materials Act. J'aimerais savoir comment le modèle actuel est perçu en France et dans quels domaines vous estimez qu'il y a encore place à l'amélioration.

M. le président Michael Grosse-Brömer: Je dois avouer que les sociaux-démocrates m'étonnent parfois même de manière positive, et qu'ils pourraient même m'impressionner. Ils viennent de le faire une fois de plus en la personne de Sebastian Roloff. Je donne maintenant la parole à Stefan Rouenhoff en espérant qu'il ne va pas, lui aussi, s'exprimer en français. Oui, mais il peut le faire, bien entendu, s'il a envie.

M. Stefan Rouenhoff (CDU/CSU): J'en resterai à l'allemand. Je suis très heureux que nous puissions échanger avec vous aujourd'hui. L'approvisionnement en matières premières est un défi majeur pour nos deux pays. Nous sommes très fortement dépendants des importations de matières premières en provenance de pays tiers. Et quand je parle de pays tiers, je parle souvent d'un très petit nombre de pays tiers. J'aimerais savoir comment vous, en France, vous percevez ces dépendances, précisément aussi vis-à-vis de la Chine. Nous suivons aussi avec beaucoup d'attention les efforts que fait la France pour garantir son approvisionnement en matières premières. Nous avons vu dans la presse qu'une mine de lithium devrait commencer à fonctionner en 2027 afin d'augmenter la production nationale de matières premières. Nous serions heureux si l'Allemagne accordait, elle aussi, davantage d'attention à l'exploitation des gisements de matières premières sur son territoire. À ce propos, j'aimerais savoir quelles mesures la partie française prévoit encore dans ce contexte. J'aimerais également aborder l'approvisionnement en énergie, qui pose, lui aussi, des défis de taille à nos deux pays. Nous venons de le voir lors du débat : nos deux pays se sont engagés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, à garantir leur approvisionnement énergétique afin de réaliser leurs objectifs climatiques. La France et l'Allemagne empruntent toutefois des voies complètement différentes. La France investit dans de nouvelles centrales nucléaires afin de continuer à disposer à l'avenir



d'un approvisionnement fiable et constant en électricité. J'aimerais savoir à ce propos quelle est la part prévue du nucléaire dans la production d'électricité en France et quelles sont les raisons qui ont poussé la France à décider de continuer à jouer la carte du nucléaire. Merci beaucoup.

M. le **président Michael Grosse-Brömer**: Cela fonctionne. La parole est à Felix Banaszak pour Alliance 90/Les Verts. Je vous en prie.

M. **Felix Banaszak** (Alliance 90/Les Verts): [*En français*] *Merci, Monsieur le Président. Je me sens provoqué d'essayer moi aussi en français, après notre cher collègue Sebastian Roloff. Mais je le fais en allemand, sinon ce sera un peu compliqué pour nos collègues allemands. Merci pour vos idées ! Je commencerai par l'approvisionnement en matières premières. Je crois que nous avons tous constaté que le changement de positionnement dans ce domaine est aussi un enjeu de résilience et de souveraineté européennes. Nous nous félicitons donc beaucoup de l'accord conclu lors de la réunion trilatérale Allemagne-France-Italie, également négocié avec Monsieur Le Maire, en vue d'une amélioration de la coopération dans l'approvisionnement en matières premières. J'aimerais connaître votre perspective sur ce sujet. Quelques mots à propos de l'énergie : je suis membre de l'Assemblée parlementaire franco-allemande et du groupe de travail « Souveraineté énergétique » de cette assemblée. Et je trouve que le mode de fonctionnement que nous y avons trouvé, et qui se résume en matière de nucléaire à la formule « We agree to disagree », est une bonne base pour la suite de la coopération franco-allemande. Il existe des lignes politiques traditionnelles et des décisions différentes. En Allemagne, la sortie du nucléaire est actée et réalisée. Il existe pourtant de nombreuses possibilités de coopération, précisément pour la mise en place d'une économie de l'hydrogène au service de l'approvisionnement décarboné en énergie de l'avenir. J'aimerais connaître vos perspectives dans ce domaine, également en ce qui concerne les réseaux européens communs qu'il va falloir construire. Et j'aimerais terminer avec la question de la réaction aux prix élevés de l'énergie. Notre position, en tant que groupe Les Verts au Bundestag, ainsi qu'au ministère, est la suivante : en accélérant le développement des renouvelables, nous retrouverons, aux alentours de 2030, de très*

bons prix de l'énergie dans le domaine de l'électricité, mais nous estimons aussi que la transition qui y mène constitue effectivement un défi pour les industries électro-intensives. C'est pourquoi nous œuvrons en faveur d'une subvention temporaire sur le prix de l'électricité, afin de rendre cette transition possible, jusqu'à ce que le signal de prix des renouvelables agisse. Merci beaucoup.

M. le **président Michael Grosse-Brömer**: Merci beaucoup, la parole revient à nos amis français.

M. le **président Guillaume Kasbarian**: Merci beaucoup monsieur le Président. Nous allons commencer avec monsieur Maxime Laisney.

M. **Maxime Laisney** (La France insoumise): Merci monsieur le Président. Merci à vous pour l'accueil et pour la soirée d'hier soir qui a peut-être permis d'améliorer l'entrée en matière pour ce matin.

Je crois que le défi auquel nous faisons face, c'est la lutte contre le changement climatique. La première urgence est donc de sortir du fossile. Je commence d'ailleurs par dire que je fais partie de l'opposition dans mon pays et que je suis régulièrement en désaccord avec ce qui est voté par la majorité et par le gouvernement, en particulier sur la politique énergétique et sur le nucléaire. Je fais partie de ceux qui pensent qu'il est urgent de planifier la sortie du nucléaire en France et ailleurs.

Sortir des fossiles, ça signifie avoir des objectifs de sobriété, et donc une diminution de la consommation globale d'énergie. Mais dans le même temps, nous avons une électrification des usages, ce qui se traduit par une progression de la consommation et de la production d'électricité, une électrification des procédés et des appareils.

Un petit point particulier sur les voitures. Je pense qu'il ne faut pas renoncer à sortir du véhicule thermique, mais qu'il faut faire attention à l'effet rebond. Des véhicules électriques, oui. Mais il faut moins de voitures, et des voitures moins lourdes.

Sur la question du lithium, si l'on a besoin de cette matière, il faut peut-être accepter, y compris en France, de rouvrir des mines, parce qu'autant le faire ici dans des conditions sociales et environnementales propres, plutôt qu'à l'autre bout du monde.

Mon groupe NUPES-LFI est partisan d'un mix



électrique comme vous 100% renouvelable. Mais nous ne savons pas trop à quel horizon, car nous pensons que le nucléaire va nous faire perdre du temps. Nous sommes d'accord pour la sortie du nucléaire et nous pensons qu'il faut développer les flexibilités. J'ai donc des questions pour vous. Sur le biogaz : est-ce que vous comptez faire tout le biogaz par méthanisation sur le territoire national ? Concernant l'hydrogène : j'ai cru comprendre que vous comptiez sur deux tiers d'importations d'hydrogène. D'où viendrait-il ? Hier soir, on m'a parlé du Chili. Comment serait-il produit ? On m'a parlé de l'ammoniac. On sait qu'il y a différentes façons de produire de l'hydrogène qui sont plus ou moins vertueuses.

Et dernier point : c'est l'alerte sur le GNL américain. En France, le média *Disclose* vient de rendre une enquête hier selon laquelle le GNL américain vient essentiellement des gaz de schiste qui posent des problèmes environnementaux et sanitaires colossaux. Donc, point d'alerte pour nous : nous ne sommes pas favorables au GNL et nous avons voté contre la réouverture d'un terminal méthanier au large du Havre.

M. le président Guillaume Kasbarian: Merci beaucoup. Et désolé, je n'ai pas vu le chronomètre filer, monsieur le Président. Nous continuons avec madame Marie-Noëlle Battistel.

M^{me} Marie-Noëlle Battistel (Socialiste): Mes chers collègues, merci pour votre accueil et nos échanges en toute franchise. Je crois que plus que jamais, à l'heure du défi climatique, de la guerre en Ukraine et des nouveaux équilibres géopolitiques, il est important que nous travaillions ensemble, en Européens, avec un couple franco-allemand moteur.

La neutralité carbone à l'horizon 2050 et l'accélération de la baisse des émissions, qui doit correspondre à 5% par an, nous conduit à réaliser une transition énergétique d'une ampleur considérable. L'Union européenne est, en volume, le troisième plus gros consommateur au monde d'énergie, derrière la Chine et les États-Unis. Plus de 70% de cette énergie disponible au sein de l'Union européenne est d'origine fossile.

Pour tenir nos objectifs climatiques et de neutralité carbone à l'horizon 2050, il va nous falloir, pays par pays, adopter des stratégies très ambitieuses de sortie des énergies fossiles, qui vont nécessiter à la

fois des changements de modèle, de sobriété et de comportement.

C'est aussi une question d'efficacité économique et financière : le centre de réflexion Bruegel estime que depuis septembre 2021, les pays de l'Union européenne ont dépensé 657 milliards d'euros pour protéger les pays consommateurs face à la hausse des prix de l'énergie, ce qui est insupportable pour beaucoup. Notre dépendance aux énergies fossiles nous coûte très cher, nous aliène et nous retarde dans les objectifs climatiques.

En France, nous nous engageons sur les énergies renouvelables, mais nous devons multiplier par sept la capacité installée sur le photovoltaïque, par deux et demi, celle sur l'éolien terrestre, et, sur le parc des éoliennes en mer, de 25 gigawatts. Se pose la question de l'origine des matériaux stratégiques nécessaires, qui se font rares. Nous allons pouvoir nous appuyer d'ici 2030 peut-être sur notre parc nucléaire. Il semble que l'Allemagne vise plutôt 80% d'énergies renouvelables d'ici 2030 et compte s'appuyer sur l'hydrogène et les centrales au gaz vert pour ajuster sa production. Un objectif ambitieux, mais avec quelle production – locale ou importations –, ce qui implique un développement très important des réseaux et interconnexions. Est-ce souhaitable ? Je n'ai pas le temps de finir, on verra pour une prochaine intervention. Merci.

M. le président Guillaume Kasbarian: Merci beaucoup madame Battistel. Monsieur Vojetta, vous souhaitiez intervenir.

M. Stéphane Vojetta (Renaissance): Oui, merci. Je souhaitais en particulier intervenir sur le sujet de l'hydrogène qui est au cœur des stratégies de transition énergétique, aussi bien en Allemagne qu'en France. D'ailleurs, c'est l'un des objectifs principaux du plan France 2030 annoncé par le Président de la République.

L'hydrogène a aussi été au cœur d'une polémique récente, en tout cas de discussions animées, autour d'une infrastructure de transport gazier entre la France et l'Espagne. Comme vous le savez, l'Allemagne était en faveur du développement ou de la renaissance d'un ancien projet de gazoduc de gaz naturel entre la France et l'Espagne, qui s'appelait MidCat. Finalement, au cours des conversations que le gouvernement français a pu établir avec le gouvernement espagnol sur le sujet, nous sommes arrivés à une décision alternative



portant sur le développement d'un gazoduc d'hydrogène entre Barcelone et Marseille, qui permettra à l'Espagne d'exporter sa production d'hydrogène vert à l'horizon 2035, à savoir au moment où l'Espagne commencera à être en capacités excédentaires et pourra exporter de l'hydrogène vert.

Bien sûr, les conversations ne sont pas terminées, il faut encore nous mettre d'accord sur la définition de l'hydrogène vert, puisque la ministre de l'environnement espagnol a exprimé le souhait que ce gazoduc ne puisse pas être utilisé par la France pour exporter de l'hydrogène vert produit par énergie nucléaire vers l'Espagne. Je pense qu'il faudra à un moment se mettre d'accord sur ce qu'est un hydrogène vert et un hydrogène mieux disant. Pour nous, que ce soit produit sur la base d'énergie photovoltaïque, éolienne ou nucléaire, c'est un hydrogène vert décarboné qu'il faut favoriser au sein de l'Europe et c'est bien pour cela que nous souhaitons améliorer l'interconnexion énergétique qui permettra notamment à l'Espagne d'envoyer son hydrogène vert vers le nord de l'Europe et vers l'Allemagne.

M. le président Guillaume Kasbarian: Merci beaucoup monsieur Vojetta. Monsieur le président, nous avons eu trois interventions.

M. le président Michael Grosse-Brömer: Oui, c'est aussi une question intéressante. J'aimerais maintenant, en dehors du déroulement prévu, donner la parole à notre collègue M^{me} Brantner. En effet, il y a eu une question à laquelle elle peut répondre pour le gouvernement, notamment en ce qui concerne l'hydrogène et tout ce qui va avec. Une petite parenthèse, donc.

M^{me} Franziska Brantner, secrétaire d'État parlementaire au ministère fédéral allemand de l'Économie et de la Protection du climat (BMWK): Oui, très rapidement sur les questions de l'hydrogène et la question de l'ammoniac. Pour l'ammoniac, il existe déjà des voies d'exportation bien établies. Nous transportons déjà de l'ammoniac avec des navires qui existent, qui sont protégés. Pour les navires et les voies de transport, il importe assez peu que l'ammoniac soit vert, gris, rouge ou de quelque autre couleur. Mais ce sont des voies de transport établies. Ce sont celles qui sont déjà disponibles, de fait, pour le transport de l'hydrogène converti. Et bien entendu avec la

perspective qu'il vaut mieux transporter l'hydrogène directement dans des gazoducs. Mais il existe maintenant pour l'ammoniac une voie de transport bien établie, qui fait l'objet d'une réglementation de sécurité très stricte dans l'Union européenne – il est aussi dangereux que l'ammoniac normal, mais nous l'avons très bien réglementé, d'ailleurs c'est une réglementation européenne, ce qui fait que nous sommes positifs, optimistes et convaincus que cela nous aidera vraiment pour la décarbonation. Monsieur Vojetta, vous venez d'évoquer H₂ Med, le gazoduc reliant le Portugal et l'Espagne à la France. Nous misons beaucoup sur une extension de ce projet. Nous attendons toujours un signal positif du gouvernement français nous autorisant à y participer, mais nous espérons que cela se fera rapidement. Et quant à la question de la définition de ce qu'est l'« hydrogène vert » : nous, c'est-à-dire la France et l'Allemagne, avons réussi à trouver un accord au niveau de l'UE dans le cadre de la directive sur les énergies renouvelables (RED III, Renewable Energy Directive III). Cela a été un tour de force, cela n'a pas été simple, mais je trouve que c'est un exemple qui montre que nous savons trouver des définitions communes. Et, en quelques mots, peut-être, sur ce qui est la meilleure voie, nucléaire, etc. Les deux options sont onéreuses, nous devons soulager nos industries électro-intensives. En France, il y a aussi le débat entre EDF et l'État. Les 65 milliards de dettes d'EDF, c'est quelque chose, mais ici aussi, nous avons des défis importants, cela coûte tout simplement cher d'avancer dans ce domaine. Je crois que nous devons essayer de le faire non les uns contre les autres, mais les uns avec les autres. Pour les matières premières, nous coopérons de manière fantastique. Ça marche très bien, notre concertation est très étroite.

M. le président Michael Grosse-Brömer: Que cela fonctionne de manière fantastique, c'est une superbe conclusion. La parole est maintenant à Gerald Ullrich pour les libéraux démocrates.

M. Gerald Ullrich (FDP): Je vous remercie moi aussi pour cet échange franc et rafraîchissant. On nous a demandé ce que nous faisons en Allemagne en matière de tarification de l'électricité pour que nos électro-intensifs restent ici. Je ne crois pas que le prix de l'électricité soit le seul point qui incite une industrie à rester ou non dans un pays. Je crois



qu'il y a beaucoup d'autres facteurs, comme la bureaucratie, par exemple. Et je peux moi aussi imaginer que quand une entreprise s'aperçoit que la semaine de quatre jours va être mise en place, que cela ne l'incite pas à continuer à développer son implantation en Allemagne. Nous avons donc, en plus des prix de l'énergie, d'autres questions sur lesquelles nous devons nous pencher si nous voulons assurer notre avenir en tant que site d'implantation industrielle. La semaine dernière, notre commission a reçu notre ministre, Robert Habeck. Il nous a parlé d'une réunion qu'il a eue avec votre ministre, Monsieur Le Maire, qui a déclaré qu'en France, malgré la tarification particulière de l'électricité à usage industriel, vous avez beaucoup de mal à empêcher votre industrie de base de se délocaliser. Et ce serait là ma question, si le seul facteur n'est pas non plus chez vous le prix de l'électricité, qui est encore abordable : quelles sont chez vous les questions, quels sont chez vous les problèmes qui pourraient, peut-être ou certainement, inciter l'industrie de base à quitter le pays ? Merci.

M. le président Michael Grosse-Brömer: Merci beaucoup. Il y a une belle photo de cette réunion, de Bruno Le Maire et Robert Habeck, je l'ai vue. Très sympathique. Je suis sérieux. Leif-Erik Holm pour l'AfD, s'il vous plaît.

M. Leif-Erik Holm (AfD): Merci beaucoup, Monsieur le Président. Moi aussi, je suis très heureux de ce tour de table passionnant que nous avons aujourd'hui. Dans le premier bloc thématique, nous avons parlé des problèmes industriels que nous avons, tant chez vous, en France, que chez nous, en Allemagne. Vous avez évoqué à juste titre l'interdiction du véhicule thermique, que le groupe AfD considère comme une grave erreur. Elle devrait nous coûter en Allemagne environ un demi-million d'emplois et nous sommes en faveur d'une ouverture à toutes les technologiques, une approche tout à fait déterminante, également dans le domaine industriel. Nous parlons maintenant de l'approvisionnement énergétique, c'est la partie qui conduit, pour une part importante, aux problèmes que rencontre notre industrie, justement parce que les coûts de l'énergie sont très, très élevés. Et là, nous estimons que l'Allemagne s'est engagée sur la mauvaise voie. C'est pourquoi je vous suis très, très reconnaissant de vous être, en France, très

activement engagés pour que l'UE reconnaisse le nucléaire comme une technologie verte. Nous estimons que c'est tout à fait juste et c'est la contradiction que les partis au gouvernement en Allemagne ne résolvent pas. Quand on a l'ambition de lutter contre le dérèglement climatique d'origine anthropique et d'obtenir rapidement des résultats, il faut précisément choisir des technologies à faibles émissions de CO₂. C'est ce que je ne comprends pas dans la politique allemande. Je suis donc heureux que vous empruntiez une autre voie et que vous considériez l'énergie nucléaire comme une passerelle décisive vers le siècle prochain, vers une production d'énergie propre, abordable et sûre. J'estime que c'est aussi la voie que nous devons emprunter. Nous avons eu tout récemment, lundi, une réunion du groupe de travail pour l'énergie nucléaire ici au Bundestag. Nous y avons reçu une entreprise qui met au point un nouveau type de réacteur, un réacteur à deux fluides, et doit poursuivre le développement de cette technologie au Rwanda parce qu'apparemment, les conditions ne sont pas assez bonnes en Europe. C'est à mon avis la mauvaise voie. C'est pourquoi nous aussi, en Allemagne, nous devons faire œuvre de conviction et sensibiliser au fait que l'énergie nucléaire restera importante pendant les prochaines années. Si vous pouvez nous aider, ce serait bien entendu encore mieux. Et ma question serait la suivante : en ce qui concerne l'interconnexion énergétique, quels problèmes pourraient à votre avis se produire au sein de l'UE si nous avons des démarches aussi différentes et de ce fait créons de nouvelles difficultés. Merci.

M. le président Michael Grosse-Brömer: Christian Leye, c'est à vous.

M. Christian Leye (La Gauche): Oui, merci, Monsieur le Président. Moi aussi, je remercie nos collègues français d'être ici aujourd'hui et de nous permettre d'avoir cet échange. Je crois que c'est très important, précisément dans la période difficile que nous connaissons. Vous voyez ce qui nous préoccupe. L'agression russe contre l'Ukraine et les sanctions et contre-sanctions qui ont suivi ont entraîné une crise de l'énergie qui affecte aussi l'Allemagne. Dans ce contexte, nous discutons régulièrement des conséquences, qu'il s'agisse de l'augmentation des prix de l'énergie, des industries électro-intensives, des mesures correctives de la BCE. Et oui, l'Allemagne a réagi et a commencé à



augmenter ses importations de GNL, nous en avons parlé aujourd'hui, avec les difficultés qui y sont liées. Et des parties des capacités internationales ne sont pas liées par des contrats à long terme, ce qui fait que l'hiver prochain, il se pourrait que les prix du gaz repartent à la hausse ici. La fracturation hydraulique est interdite en Allemagne et, maintenant, nous importons des États-Unis du gaz extrait avec cette technique. C'est un problème dont il faut parler. Et d'ailleurs, Monsieur Laisney de La France insoumise, vous nous avez demandé comment nous voyons cela. Nous aussi, nous sommes dans l'opposition. Voici ma question : l'année dernière, le ministre de l'Économie Bruno Le Maire a eu des propos critiques sur la domination américaine dans le domaine du GNL. Quelle est actuellement votre appréciation à ce sujet, comment voyez-vous cela ? Quel regard portez-vous ? Et en même temps, la France est l'un des cinq plus grands acheteurs de GNL russe. Globalement, l'UE importe 40 % de plus de GNL russe qu'avant la guerre. Comment votre assemblée débat-elle des sanctions, des conséquences des sanctions ? C'est ce que j'aimerais savoir. Merci beaucoup.

M. le **président Michael Grosse-Brömer**: Merci beaucoup.

M. le **président Guillaume Kasbarian**: Je vous propose de passer à Monsieur Charles Fournier.

M. **Charles Fournier** (Écologiste): Merci. Nous voyons bien que nous sommes là devant une quadrature du cercle : il nous faut réussir la décarbonation de nos activités économiques, tout en garantissant la souveraineté et en maîtrisant les prix. On voit bien que, dans tous les choix qui peuvent être faits, il y a parfois contradiction entre ces différentes ambitions et que les trajectoires de transition ne sont pas simples à penser.

Je peux prendre l'exemple de l'hydrogène qui a été évoqué. Attention d'ailleurs à la pensée magique, où l'hydrogène serait le nouvel or vert appelé à remplacer et à régler tous les problèmes. Mais si nous l'importons, nous créons de nouveau des problèmes de dépendance. Je pense que l'hydrogène a des usages tout à fait intéressants, mais plutôt dans des boucles locales, plutôt inscrit dans des territoires. Cela me paraît beaucoup plus pertinent qu'imaginer une importation. Hier on parlait du Chili par exemple, ça me semblait un

peu fou que l'on puisse importer de l'hydrogène.

S'agissant de la décarbonation et des questions qui se posent bien évidemment quand on évoque le modèle allemand, c'est la dépendance forte au charbon. Et ça nous est souvent servi comme contre-exemple dans notre pays. Mais il me semble que vous vous donnez l'ambition en 2030 de sortir du charbon. Est-ce que cette ambition est réellement tenable et à quelles conditions le sera-t-elle ? Vous avez largement développé les énergies renouvelables. Nous aurions besoin de comprendre comment ça a été possible d'aller aussi vite en Allemagne quand en France il y a un vrai sujet d'acceptabilité sur la question, une véritable difficulté de maîtrise de l'ensemble de la chaîne d'organisation des énergies renouvelables. Je crois que nous pourrions coopérer sur ce sujet. Nous aurions beaucoup à apprendre de votre part pour faire avancer les énergies renouvelables dans notre pays.

Enfin, il y a un sujet qui n'a pas été évoqué du tout je trouve : la sobriété. Je ne sais pas si c'est un sujet de débat en Allemagne, mais ça l'est en France. De quelle manière pouvons-nous moins consommer ? Parce que l'approvisionnement sera aussi dépendant du niveau de consommation. Là, on a l'impression qu'il s'agit de remplacer un mode énergétique par un autre, sans réduire nos consommations. Et pour nous, c'est un des piliers majeurs pour réussir la transition énergétique.

M. le **président Guillaume Kasbarian**: Merci beaucoup. Monsieur Rolland ?

M. **Vincent Rolland** (Les Républicains): Je commencerais par dire que mon groupe, Les Républicains, et moi-même sommes historiquement favorables à l'énergie nucléaire. C'est d'ailleurs le général De Gaulle qui avait lancé un programme majeur en France ayant sans doute permis la sauvegarde de dizaines, voire de centaines et même de millions d'emplois industriels. Selon nous, c'est avec cette énergie que nous pourrions à la fois maintenir le tissu industriel et proposer à nos concitoyens un prix de l'électricité acceptable.

En même temps, nous sommes également favorables au développement des énergies alternatives. Je voudrais cependant soulever une question que nous avons tous constatée : quid de notre dépendance vis-à-vis encore une fois de



l'Asie, et plus particulièrement de la Chine ? On sait très bien qu'aujourd'hui en Europe, lorsque nous investissons dans du photovoltaïque, 80% des panneaux solaires viennent de Chine, et là encore nous créons une certaine dépendance. Pour ma part, je pense que c'est un sujet qui fait consensus : nous les Européens, nous devons absolument trouver les moyens de mettre en place une coopération et une recherche plus intégrées entre nous, plutôt que parfois avoir des projets dispersés, chacun de notre côté.

C'est à ce prix-là sans doute que nous retrouverons de la sérénité, de l'autonomie et une certaine acceptation par nos concitoyens face à certaines exigences que l'Europe peut avoir à notre endroit, mais qui ne sont pas forcément appliquées au reste du monde. Il y a là un vrai décalage, une vraie incompréhension.

M. le président Guillaume Kasbarian: Monsieur le président, si vous le permettez, je prendrais la troisième parole française pour compléter ce qui a été dit par mes collègues.

D'abord pour répondre à Monsieur Ulrich qui nous parlait tout à l'heure de l'industrie. Il est tout à fait vrai que l'électricité n'est pas l'unique critère de choix quand un industriel décide de s'implanter dans un territoire. Ça l'est grandement quand on est un électro-intensif, mais il y a aussi d'autres facteurs qui font qu'on décide de s'installer et de développer des emplois : la bureaucratie, on en parlera tout à l'heure, la fiscalité, la compétitivité, les infrastructures, la disponibilité de la main-d'œuvre. Tous ces facteurs font partie du choix. Mais l'énergie est un sujet suffisamment majeur pour que nous en discutons beaucoup, d'autant plus que nous avons beaucoup d'industries électro-intensives pour qui le prix du mégawatt est vraiment central. Dès lors, si nous n'arrivons pas à garantir un prix intéressant, elles décideront à terme de créer des nouvelles structures ailleurs.

Une remarque, Monsieur le Président. J'ai le sentiment qu'on a beaucoup parlé d'indépendance. Je suis heureux qu'on puisse en parler parce que nous avons besoin en Europe de construire des indépendances sur les questions énergétiques, sur les questions industrielles, aussi sur les questions agricoles.

Nous n'en avons pas beaucoup parlé ici, je sais qu'une autre commission gère le sujet. Mais la

question de notre indépendance alimentaire est absolument cruciale dans le monde dans lequel nous sommes aujourd'hui. En plus avec le changement climatique et la raréfaction des terres cultivables. Construire cette indépendance agricole est donc absolument vital.

Sur ces trois sujets, nous avons des projets de loi qui sont en cours et je serais heureux qu'au-delà de notre table ronde, nous puissions échanger ensuite sur le sujet.

Sur l'énergie, nous avons déjà voté des lois sur les EnR et le nucléaire qui ont réussi à trouver des majorités. Nous accélérons la construction de centrales nucléaires et la construction d'énergies renouvelables. Le Président de la République a annoncé dimanche dernier une loi de production énergétique qui sera soumise à partir d'octobre au Parlement. Nous allons bientôt avoir de nouveaux travaux énergétiques à l'Assemblée nationale et je serais heureux que nous poursuivions nos échanges.

Pour l'agriculture, nous avons une loi d'orientation agricole qui arrivera à partir de décembre et qui a la vocation de construire notre souveraineté alimentaire, faciliter le renouvellement des générations et permettre aux agriculteurs de bien continuer le travail de leurs parents et de leurs grands-parents pour pouvoir nous nourrir et assurer notre indépendance agricole et alimentaire.

Enfin, pour la partie industrielle, nous avons un projet de loi Industrie verte que mon collègue Charles Fournier a effleuré tout à l'heure, mais pour laquelle nous avons de bons espoirs d'aboutir en octobre et qui permettra probablement d'accélérer encore l'implantation de sites industriels et de décarboner notre industrie.

Voilà ce que je pouvais vous dire. Mais Monsieur le Président, c'est une invitation à ce que nous puissions, au-delà de cette table ronde, échanger sur nos futures lois et des futurs chantiers législatifs qui arrivent dans les toutes prochaines semaines.

M. le président Michael Grosse-Brömer: Tout à fait ! C'est pour cela que nous devons aussi aller bientôt à Paris, il me semble. Mais indépendamment de cela, l'important a déjà été abordé. Les mots magiques sont la diversité, la résilience, nous devons devenir plus indépendants.



Et en réalité, si on ajoute le secteur des médicaments, c'est la conséquence logique, si nous voulons devenir plus indépendants d'autres pays, nous devons naturellement coopérer encore davantage en Europe. Et nous revoici au sujet qui lie nos deux pays, en particulier dans notre bloc thématique, à savoir le développement de l'économie en Europe et bien entendu dans nos pays.

Nous pouvons donc maintenant passer au troisième bloc thématique. Il concerne une histoire sans fin, la débureaucratiation au niveau national et européen. Nous nous battons tous les jours contre cette inflation bureaucratique. Et j'ai toujours l'impression que nous ne gagnons pas, quel que soit le pays où nous sommes. Mais nous verrons. C'est ici à la partie française de commencer. Et je suis curieux de savoir pourquoi cela marche mieux en France qu'en Allemagne.

[Rires dans la salle]

M. le **président Guillaume Kasbarian**: Nous allons tenter de vous apporter une réponse, mais je ne suis pas sûr. On va voir, Monsieur le Président. Nous allons commencer avec Monsieur Lavergne sur ce sujet.

M. **Pascal Lavergne** (Renaissance): Merci Messieurs les Présidents, merci Mesdames, Messieurs les parlementaires allemands. Nous venons au Parlement français – ça a été dit me semble-t-il – d'adopter une loi sur l'accélération des projets d'énergie renouvelable et sur le nucléaire. Nous faisons face à une inflation bureaucratique en France. Peut-être est-ce le cas en Europe également, je ne sais pas trop ce qu'il en est chez vous. En tout cas cela freine nos projets.

Les textes que nous venons d'adopter visent à permettre d'aller plus vite et d'aller plus vite vers une énergie décarbonée. Nous sommes donc évidemment attachés à une réduction de la bureaucratie, en tout cas de la longueur des procédures, sans pour autant contourner les règles. Il s'agit de permettre que des projets émergent plus facilement, plus rapidement, et puissent être financés dans des conditions correctes.

Je viens d'inaugurer dans ma circonscription un méthaniseur qui produit 5000 mètres cubes de gaz vert par jour. Il est adossé à une exploitation laitière. Ce projet qui a été bâti physiquement en un

an a nécessité trois ou quatre ans d'études et de procédures administratives. Je pense qu'on est complètement décalés par rapport à ce qu'il faut permettre de réaliser pour remplir nos objectifs. Sinon, nous allons décourager nos investisseurs.

Je suis également agriculteur. Vous savez qu'en France, notre souveraineté est mise à mal chaque jour. Je pense que là aussi, au-delà des prix qui sont insuffisants pour rémunérer nos agriculteurs, nous avons une bureaucratie européenne qui décourage beaucoup de porteurs de projets. Je pense qu'il est de notre devoir de la faire diminuer, sans pour autant contourner les règles parce que je crois que les agriculteurs ont compris le message que les sociétés leur envoient pour produire mieux, pour produire plus qualitativement, plus respectueusement de la biodiversité, mais en allégeant les procédures pour ne pas décourager, ne pas être demain sous le joug de dictateurs pour nourrir nos peuples.

M. le **président Guillaume Kasbarian**: Merci beaucoup. Je vous propose de passer à Monsieur Philippe Bolo.

M. **Philippe Bolo** (Démocrate): Merci Monsieur le président. Monsieur le président de la Commission de l'économie, je vous remercie de l'accueil que vous avez réservé à notre délégation et pour cette rencontre. Il n'est jamais inutile de prendre du temps pour échanger nos points de vue sur des sujets et sur des solutions qui sont globales et qui dépassent nos frontières.

Je voudrais éclairer ce sujet de la bureaucratie sur la dérive du processus qu'elle représente à mes yeux. C'est-à-dire qu'en définitive, il ne faut jamais oublier de faire référence à la bureaucratie en considérant ce qu'est le modèle de la démocratie. Ce modèle où des citoyens élisent leurs représentants qui votent des lois. Et le vote des lois a deux grandes dimensions. La première est la dimension législative qui consiste à donner l'esprit de ce que va être la règle de ces lois. Et ensuite, la partie réglementaire où l'administration s'empare de la loi votée pour la transcrire et la transposer. Et c'est là où une certaine dérive peut apparaître avec une administration qui devient trop dominante et qui en définitive traduirait les lois de manière réglementaire sans respecter leur esprit et l'intention de ce qui avait prévalu au moment de leur vote.



Donc, il y a de mon point de vue un remède à cette situation : une meilleure évaluation des lois que nous votons. Nous avons la responsabilité dans les différentes commissions et dans les différents parlements qui sont les nôtres de mener à bien ces évaluations qui consistent à contrôler que la bonne transposition se fait et qu'en définitive, les règlements qui sont pris sont conformes à l'esprit de ce que nous avons voté.

Ce travail se fait sur le terrain. C'est un atout de cette chose que j'essaie de défendre régulièrement au sein de mon groupe, le groupe démocrate. Ce travail est absolument indispensable, parce qu'il se fait sur le terrain, au contact des citoyens, au contact de ceux qui nous ont élus, qui comprennent ce que nous avons voté, qui comprennent les dérives et d'où viennent les problèmes éventuels qu'ils rencontrent. Et c'est aussi source de simplification, un atout supplémentaire.

Donc le remède, c'est l'évaluation.

M. le **président Guillaume Kasbarian**: Je vous propose de terminer cette première série avec Monsieur Charles Fournier.

M. **Charles Fournier** (Écologiste): Merci beaucoup. Peut-être avez-vous l'impression que ça avance bien en France. Mais lorsqu'on a fait des lois de simplification, les choses ont parfois été plus compliquées après celles-ci. Donc prudence sur le modèle français.

Peut-être est-il important de préciser ce que l'on entend par bureaucratie. Parce que c'est un mot qui peut vouloir dire beaucoup de choses. Il y a un enjeu d'empilement de normes, probablement. Il y a un enjeu de cohérence des normes. Mais il y a aussi un enjeu de mise en œuvre par l'administration de ces normes. Et à tout mélanger, on prend le risque de considérer la bureaucratie uniquement comme un excès de normes, de règles qui sont par ailleurs des règles qui nous protègent. En France, les lois sur l'accélération des énergies renouvelables, du nucléaire ont un peu détricoté à notre goût le Code de l'environnement qui semble être une contrainte, alors que, pour nous, il est une manière de mieux avancer, de mieux réussir à mettre en œuvre ces projets énergétiques.

Dès lors, se pose aussi la question des conditions de mise en œuvre de ces normes, des moyens qui

sont alloués. En France par exemple, beaucoup de retards sur les énergies renouvelables viennent du manque de fonctionnaires dans les services de l'État pour accompagner la mise en œuvre des projets. Ce n'est pas simplement la suppression d'une norme qui règlera le problème, mais c'est la manière dont on va faire vivre cette norme et dont on va la mettre en musique.

En outre, il y a des problèmes de cohérence. Philippe Bolo l'évoquait, l'évaluation est sans doute essentielle pour trouver une cohérence dans ces normes et pouvoir les ajuster pour qu'elles soient cohérentes et que l'on n'ait pas le sentiment d'un empilement.

Mais nous, nous nous méfions toujours de ce sujet qui évidemment doit progresser. Évidemment il faut aller plus vite et évidemment, il faut faire mieux. Mais attention à ce qu'il n'y ait pas des perdants derrière en détricotant le droit de l'environnement, la protection de la biodiversité et la protection du vivant, la protection de nos concitoyens. Méfiance sur ce sujet, donc coopérons ensemble, mais peut-être pour creuser ce que nous voulons dire derrière ça.

M. le **président Guillaume Kasbarian**: Merci beaucoup. Monsieur le président.

M. le **président Michael Grosse-Brömer**: Merci beaucoup pour vos interventions ! Ce n'est peut-être pas uniquement à l'administration, mais aussi à la politique, de se demander si nous avons vraiment besoin de tout dans ces procédures, même si nous pensons que c'est bien. Je crois, et il faut être honnête, que c'est finalement nous, dans nos deux assemblées, qui décidons nous-mêmes ce que nous voulons comme bureaucratie. En Allemagne, nous parlons actuellement en permanence d'« accélération de la planification ». Malgré cela, nous avons tant de normes à respecter pour le développement d'éoliennes ou d'autoroutes, des normes qui nous handicapent ou font que ces projets prennent parfois des dizaines d'années. Et ce, alors même qu'en Allemagne, nous avons instauré un conseil de contrôle des normes qui nous dit combien coûte telle ou telle loi, quel est son impact. Cela ne nous dissuade pas vraiment. Et au niveau européen, il me semble que nous avons des analyses d'impact. Et quiconque affirmerait qu'au niveau européen, on adopte trop peu de lois, voire des lois qui ne contribuent pas à la



bureaucratie, ne serait pris nulle part au sérieux. Et c'est pour cela que je crois que c'est toujours une mission en soi de bien réagir à cette situation. C'est ce que nos collègues vont nous redire, dans un premier temps Alexander Bartz et Esra Limbacher pour le SPD. C'est Alexander Bartz qui commence, je crois.

M. Alexander Bartz (SPD): Oui, merci beaucoup. C'est aussi pour moi, en tant que membre de la commission de l'économie, un grand plaisir de faire aujourd'hui la connaissance de nos collègues français et d'échanger avec eux. Et c'est en tout cas rassurant de voir que vous aussi, en France, vous considérez le poids de la bureaucratie comme un problème. En effet, le gouvernement fédéral a élaboré fin août les grandes lignes d'une quatrième loi nationale sur l'allègement de la bureaucratie. Une des choses que cela nous a apprises est qu'en fin de compte, l'action nationale ne suffit pas, mais que nous devons en plus regarder l'action économique ou le droit économique à Bruxelles. Et votre Président Emmanuel Macron s'est également penché sur le sujet des lourdeurs administratives. En réalité, ce que j'aimerais savoir, c'est comment le poids de la bureaucratie nationale est considéré en France et comment on veut, en fin de compte, y faire face. En effet, nous avons eu un peu l'impression, quand on regarde l'Europe, qu'on ne réfléchit pas souvent forcément à l'impact sur l'économie nationale et nous considérons que c'est aussi un problème majeur. Merci beaucoup.

M. le président Michael Grosse-Brömer: Esra Limbacher, vous avez la parole.

M. Esra Limbacher (SPD): Merci beaucoup, et c'est bien que nous puissions échanger aujourd'hui dans ce cadre. Je suis originaire de Sarre, à la frontière franco-allemande, et ma circonscription est limitrophe de la France. De ce fait, il y a beaucoup de frontaliers, des personnes qui vivent en France et viennent travailler en Allemagne et vice-versa. Il y a en outre dans ma région de nombreuses entreprises qui sont partenaires d'entreprises françaises ou opèrent aussi de l'autre côté de la frontière. J'entends souvent dire que le détachement de travailleurs d'Allemagne vers la France est une voie parsemée d'obstacles bureaucratiques parfois considérables et que les petites entreprises, surtout, sont de plus en plus nombreuses à réduire leurs activités en France. Les petites entreprises occupent une place très

importante en Allemagne, quand on sait que plus de 99 % des entreprises allemandes sont des PME et qu'elles emploient plus de la moitié des salariés allemands. Il ressort d'une enquête menée auprès des entreprises dans le cadre d'une étude réalisée par la chambre de commerce et d'industrie – oui, Monsieur le Président, mon temps de parole est terminé et j'en viens très rapidement à ma question : je voudrais savoir s'il est possible de réduire les obstacles bureaucratiques pour les salariés qui travaillent en France et doivent donc s'inscrire. Merci de m'avoir donné la possibilité de poser cette question ici.

M. le président Michael Grosse-Brömer: Je crois que nos amis français sont vraiment impressionnés par l'autorité que j'exerce au sein de cette commission. Merci encore. La parole est maintenant à Klaus-Peter Willsch pour la CDU/CSU.

M. Klaus-Peter Willsch (CDU/CSU): *[En français]* Madame, Messieurs les députés, chers amis français. Certains démocrates chrétiens peuvent parler français, mais je vais néanmoins continuer en allemand parce que c'est plus facile pour moi. Je suis vraiment heureux que nous ayons cet échange ici et je suis très reconnaissant à mon collègue Limbacher d'avoir abordé un sujet qui était aussi tout en tête de ma liste, je veux parler de l'attestation A1. Cette question est, loin de toute grande coopération industrielle ou autre, une question tout à fait pratique, celle de savoir comment améliorer le vivre-ensemble dans la zone frontalière, la cohabitation quotidienne entre l'artisanat et le commerce. Et les rapports sur les procédures bureaucratiques et sur le fait que les personnes et les entreprises doivent sans cesse présenter de nouveaux documents, sont très, très nombreux. Je serais heureux que nous puissions travailler ensemble sur ce sujet afin de surmonter ces difficultés. Et par ailleurs, renforcer la numérisation des services publics est, au moins en Allemagne, une clé de la débureaucratisation. Et j'aimerais connaître votre impression à ce propos. Sommes-nous loin derrière vous, sommes-nous au même niveau ? N'ayez pas peur de nous le dire sans ménagement, car ce regard extérieur porté sur nous-mêmes est important. En ce qui concerne la lutte contre la bureaucratie, j'aimerais encore savoir, après ce qu'a dit le président, s'il existe des approches systémiques. Par exemple, en



Allemagne, nous avons, au moins certaines parties de l'éventail politique, exigé « one in, one out », c'est-à-dire qu'il faut supprimer une loi pour introduire une nouvelle règle. Ou bien, dans une optique de réduction, même : « one in, two out. » Supprimer deux lois avant d'en adopter une nouvelle, afin d'obtenir une vraie réduction. Nous n'y parvenons qu'imparfaitement et maintenant, je ne remets pas l'autorité du président en cause et je m'arrête ici.

M. le président Michael Grosse-Brömer: C'est bien. Chez les chrétiens-démocrates, certaines choses fonctionnent encore. J'appelle Chantal Kopf pour Alliance 90/Les Verts.

M^{me} Chantal Kopf (Alliance 90/Les Verts): Chers collègues, merci d'être ici avec nous. En tant que membre du bureau de l'APFA (Assemblée parlementaire franco-allemande), je suis très heureuse que les commissions de l'économie, fassent, elle aussi, vivre l'accord parlementaire. D'abord, quelques mots pour vous remercier d'avoir évoqué H₂ Med, un projet vraiment très important pour les coopérations européennes dans le domaine de l'hydrogène. En ce qui concerne la réduction de la bureaucratie : j'aimerais tout d'abord souligner que chaque élément de réglementation ne relève pas tout de suite forcément de la bureaucratie inutile. Par exemple, les obligations de vigilance dans les chaînes d'approvisionnement ont aussi une composante de politique industrielle. Mais la bureaucratie inutile est bien entendu, et à juste titre, un des thèmes vedettes quand on parle aux entreprises. Et la France et l'Allemagne visent aussi dans ce domaine une action commune au niveau européen. La Commission a déjà fait de très bonnes propositions, par exemple la révision de la directive concernant la lutte contre le retard de paiement. Nous pouvons imaginer encore pas mal de choses. Le formulaire A1, de triste mémoire, a déjà été évoqué. Nous avons besoin, il me semble, de davantage d'allègements ciblés pour les petites et moyennes entreprises et une accélération des procédures, surtout dans le domaine des énergies renouvelables. Le plan REPowerEU a déjà apporté quelques améliorations, nous attendons maintenant avec impatience le paquet éolien. Mais tout cela, ce sont naturellement des sujets où nous, les pays, devons aussi chacun balayer devant sa propre porte et ne pouvons pas tout mettre sur le compte de

l'UE. C'est ce que nous faisons en Allemagne, surtout dans le domaine des énergies renouvelables, avec le paquet photovoltaïque et d'autres mesures. Mais aussi, généralement, en ce qui concerne la réduction de la bureaucratie pour les entreprises, nous avons préféré mettre en place un contrôle pratique plutôt que des exigences abstraites. Nous voulons également examiner les obligations d'information, réduire les délais de conservation, etc. Je suis impatiente de savoir quels sont, à votre avis, les leviers à actionner pour obtenir vraiment des améliorations concrètes dans ce domaine. Les régions frontalières sont un autre sujet qui me tient particulièrement à cœur. Les différences dans la transposition des directives européennes y entraînent souvent une bureaucratie inutile, par exemple pour les frontaliers. À l'Assemblée parlementaire franco-allemande, nous avons mis en place un groupe de travail consacré à la transposition des directives, auquel participent quelques-uns des collègues présents ici.

M. le président Michael Grosse-Brömer: Oui, les régions frontalières sont un sujet passionnant, pas uniquement en ce qui concerne l'amitié franco-allemande, mais aussi pour les obstacles bureaucratiques. Je vous en prie.

M. le président Guillaume Kasbarian: Merci Monsieur le Président. Monsieur Vojetta souhaitait s'exprimer.

M. Stéphane Vojetta (Renaissance): Je souhaite confirmer avant tout que, malgré les perceptions, la France se trouve elle-même dans une situation de lourdeur administrative qui est souvent un handicap pour les entreprises, pour le développement économique. J'en veux pour preuve les lois qui ont été récemment votées au Parlement français ces six derniers mois sur l'industrie verte, sur le développement des énergies renouvelables et sur le développement des énergies nucléaires qui consistaient essentiellement en des mesures de simplification administrative, de réduction des délais, car ce sont des facteurs déterminants qui nous permettront d'attirer des investissements étrangers.

À l'échelle européenne, il est vrai que la bureaucratie existe également et vient se superposer aux bureaucraties nationales. D'ailleurs, c'est dans ce sens que Bruno Le Maire s'est récemment engagé auprès de son homologue



allemand, Robert Habeck, il me semble, pour porter à un haut niveau politique une initiative conjointe de débureaucratisation. Cela sera bienvenu, avec toujours dans la visée de faire de l'Europe une terre d'installation d'industries, une terre d'investissement plus désirable et surtout de faciliter les choses pour les entreprises au niveau du reporting, quand on sait que la charge du reporting pour les entreprises a vocation à s'accroître encore avec la nécessaire publication des aspects liés au respect de l'environnement et des engagements sociaux.

Enfin, je voudrais souligner qu'il faudrait certainement accélérer également certaines procédures d'autorisation de la Commission européenne, notamment en matière de décisions quant à des opérations de concentration d'entreprises ou à des autorisations d'aides publiques qui, quand elles sont soumises, devraient être traitées plus agilement de manière à pouvoir soit créer des champions industriels européens, soit permettre que des entreprises ou des industries qui doivent être soutenues ou sauvées puissent l'être à temps afin de rendre à l'action européenne son efficacité.

M. le **président Guillaume Kasbarian**: Merci beaucoup Monsieur Vojetta. Et s'il n'y a pas d'autre intervention des collègues, je vais en profiter pour conclure sur cette partie en vous disant que je me garderais bien de donner la moindre leçon de débureaucratisation et de simplification à nos collègues allemands, car je ne suis pas sûr que nous ayons la meilleure pratique et que nous soyons les meilleurs dans ce domaine. Je dirais donc, avec beaucoup d'humilité, que nous avons le même diagnostic partagé, le même problème, et que nous essayons de nous y attaquer.

Et, Monsieur le Président, comme vous l'avez dit tout à l'heure, c'est un problème qui est récurrent. Nos concitoyens nous interpellent régulièrement sur des complexités administratives pour des actes de la vie de tous les jours, que ce soit pour avoir des passeports, pour traiter des problèmes de litiges par rapport à la justice, pour des problèmes entrepreneuriaux, de création d'entreprises, de développement d'entreprises. Nous essayons systématiquement de simplifier les choses, parfois avec succès, parfois un peu moins. Mais c'est un peu comme le mythe de Sisyphe, Monsieur le Président : il faut imaginer Sisyphe heureux. Nous

essayons en permanence de rouler cette pierre de la simplification, et parfois, elle retombe de l'autre côté et il faut se remettre à la tâche.

Sur la question industrielle, nous avons vraiment conscience du problème de la complexité, puisque c'est un critère d'installation et que certains industriels nous expliquent qu'ils peuvent choisir une autre implantation dans un autre pays parce que c'est plus simple d'y aller, y compris certains industriels qui hésitaient entre la France et l'Allemagne et qui ont, au final, choisi de venir en Allemagne parce que vous étiez en mesure de leur garantir qu'en six mois, ils pouvaient s'installer et avoir toutes les autorisations nécessaires.

Nous avons essayé d'abord avec une première loi ASAP, il y a quelque temps en 2020 et plus récemment avec une loi Industrie verte, de simplifier les choses pour aller plus vite, gagner du temps, réduire la procédure que ce soit sur les questions environnementales, archéologiques, sans rien retirer en termes d'exigences, mais en faisant en sorte qu'on simplifie au maximum la procédure et qu'on accélère les choses.

Telle était notre ambition, on l'a fait aussi pour les EnR en déterminant des zones d'accélération des énergies renouvelables dans lesquelles on simplifie les choses. On l'a fait aussi pour le nucléaire puisqu'on a réussi à réduire de deux ans la procédure de future construction des EPR. Donc petit à petit, on essaie de réduire le temps et, pour répondre à Monsieur Bartz, pour nous le critère c'est le temps. Ce qui permet de voir si on a réussi le travail, c'est qu'on a réussi à réduire le nombre de mois ou d'années nécessaire pour des procédures qui étaient parfois beaucoup plus longues initialement. Et c'est cet objectif qu'on essaie d'atteindre avec un succès relatif, il faut avoir l'humilité de le reconnaître, mais avec une volonté bien évidemment de faire mieux demain.

M. le **président Michael Grosse-Brömer**: Oui, merci beaucoup. C'est la première fois que j'entends dire qu'en Allemagne, l'implantation est si rapide que c'est un atout par rapport à d'autres pays. Il faut voir si cela se reproduit et si je le vivrai encore. Je n'aurais rien à redire ! Je regarde l'horloge et je me dis que si les trois collègues que je vais appeler n'allaient pas tout à fait au bout de leurs deux minutes, je n'en serais pas marri. Je voulais juste le dire. Manfred Todtenhausen, qui passera ensuite la



parole à Enrico Komning et Pascal Meiser. Je vous en prie.

M. Manfred Todtenhausen (FDP): Je vais essayer, Monsieur le Président. Chers collègues, les discussions que nous avons sont passionnantes et la bureaucratie n'a rien de positif en Allemagne. C'est un mot qui fait peur, nous parlons effectivement d'un monstre bureaucratique qui affecte tout le monde. L'industrie, les PME et les très petites entreprises sont concernées par la bureaucratie. Et quand on va dans les entreprises et qu'on leur demande « Quel est votre problème ? », la toute première réponse est toujours « la bureaucratie », suivie de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Cela vous montre bien l'importance du sujet. Une initiative est en train d'être lancée sous la direction du ministère de la Justice. Tous les ministères doivent faire des propositions. Nous avons réalisé une enquête auprès des fédérations professionnelles, dans laquelle les fédérations peuvent décrire les problèmes et comment elles y font face. Et nous venons d'entendre que le ministère de l'Économie a mis en place un contrôle pratique qui permet de mettre certaines nouvelles lois sur un banc d'essai afin d'identifier l'impact qu'elles ont. D'autre part, nous savons bien entendu que la plupart des règles de notre droit économique viennent de Bruxelles. Nous autres Allemands avons toujours tendance à en rajouter, à renforcer tel ou tel point, et c'est pourquoi je me réjouis de l'initiative de votre Président Macron qui s'est emparé de ce dossier. Ma question est donc la suivante : Que pensez-vous du moratorium pour la loi sur les chaînes d'approvisionnement ? Voulons-nous le faire passer ou bien voulons-nous encore le freiner parce que nous avons justement des difficultés économiques ? Et quant au reste, je le laisse, pour pouvoir respecter mon temps de parole.

M. le président Michael Grosse-Brömer: Oui, nous avons pensé à l'origine faire encore plus court, mais merci d'avoir laissé le reste de côté. Et maintenant, bien sûr, le bloc est terminé. Il va être difficile de répondre aux questions. La parole est à Enrico Komning, puis à Pascal Meiser. Et, comme je le disais déjà, ce serait bien si cela pouvait aller rapidement !

M. Enrico Komning (AfD): Oui, Monsieur le Président, je vous le promets aussi. On verra si j'y arrive. Il est vraiment un peu dommage que nos

collègues français ne puissent plus répondre aux questions, car cette mise en regard des deux situations est bien entendu importante, surtout en ce qui concerne la bureaucratie. Nous autres Allemands, c'est vrai, sommes plus ou moins connus pour vouloir tout réglementer très précisément. Et la bureaucratie est un sujet qui existe en Allemagne depuis des dizaines d'années. Tous les gouvernements ont essayé d'y remédier avec des lois d'accélération de la planification, avec des lois d'allègement de la bureaucratie, mais cela n'a jamais vraiment fonctionné. Regardons ce qu'en fait le gouvernement fédéral actuel ! Force est de constater que chez nous, pays économique plutôt dominé par les PME, le résultat est que les règles bureaucratiques pèsent beaucoup plus sur les PME et les petites entreprises que sur les grandes entreprises industrielles. Dans cette mesure, j'aimerais beaucoup savoir comment vous faites en France, vous qui êtes plutôt une nation industrielle, et s'il existe un équilibre entre les contraintes bureaucratiques pour les PME et les grandes entreprises. Mais comme de toute façon il n'est plus possible d'avoir de réponse à la question, restons-en là. Merci beaucoup d'être ici et d'échanger avec nous.

M. le président Michael Grosse-Brömer: Merci beaucoup. Pascal Meiser, s'il vous plaît.

M. Pascal Meiser (La Gauche): Merci beaucoup, Monsieur le Président. Je peux très bien prendre la suite de Monsieur Fournier. Je pense que nous devons nous mettre d'accord sur ce que nous entendons par « bureaucratie » et « réduction de la bureaucratie ». Si cela cache le détricotage des droits sociaux, des droits écologiques, des droits de participation démocratique, alors, nous, La Gauche, n'en sommes pas du tout convaincus. Et souvent, il arrive aussi que sous couvert de ce discours, des projets correspondants soient développés. Si les enjeux sont la clarté, la simplification, l'actualisation de règles anciennes, la suppression des contradictions, la remise en cause d'obligations d'information faisant doublon, alors nous autres, La Gauche, sommes très volontiers de la partie, mais du point de vue de ceux que cela concerne. Mais cette distinction nous semble pourtant très importante, également pour les exemples qui ont été cités par mes collègues, en ce qui concerne la loi sur les chaînes d'approvisionnement, également la délégation de travailleurs. Un des enjeux, ce sont



aussi les droits de protection que nous ne devons pas oublier. Un aspect important pour nous à ce propos est l'accélération des procédures, mais nous avons sur le sujet un point de vue un peu différent de bien d'autres. Là aussi, il ne peut pas s'agir de supprimer des droits de participation, par exemple ceux des citoyens. Mais il en va de la capacité d'action de l'administration. Il en va de la capacité de fonctionnement des tribunaux qui, par manque de ressources et à cause d'une dotation insuffisante en personnel, prennent beaucoup trop de temps pour mener correctement à bien les procès. Il faut se pencher sur le sujet. Parlons de la numérisation. En théorie, il règne dans notre pays un vaste consensus sur la nécessité d'avancer dans ce domaine. Dans la pratique, par contre, les choses coïncident à de nombreux endroits. Si nous voulons améliorer aussi les choses du point de vue des citoyens, du point de vue des petites entreprises, il est urgent d'investir davantage. C'est donc une mission importante. Dans l'optique d'initiatives européennes communes, je plaide en faveur d'une vision nuancée et pour que nous n'appliquions pas la même approche schématique à tout. Merci beaucoup.

M. le président Michael Grosse-Brömer: Merci beaucoup. Nous pouvons donc clore ce sujet géant, en tous les cas pour aujourd'hui, et passer au dernier bloc intitulé « Investissements et coopérations dans le domaine des technologies d'avenir ». Nous recommandons donc, et je rappelle ce que j'ai dit avant : les interventions courtes sont meilleures que les longues. C'est à Lena Werner de commencer pour le SPD.

M^{me} Lena Werner (SPD): Merci beaucoup, Monsieur le Président, de ma part aussi. Je suis très heureuse que nous soyons réunis ici aujourd'hui. Je suis moi aussi originaire de Rhénanie-Palatinat, comme notre collègue Klöckner. Je viens de l'Eifel, où nous vivons de manière très intense l'amitié et la coopération franco-allemandes. Au sein de mon groupe, je suis plus spécialement chargée de la thématique de l'économie numérique. En ce qui concerne les technologies d'avenir, qu'il s'agisse d'intelligence artificielle, de biotechnologies ou d'informatique quantique, je trouve le sujet des « semi-conducteurs » passionnant et très important. Je suis donc heureuse qu'au niveau européen, nous avançons de concert pour développer la production de semi-conducteurs. Le

règlement européen sur les semi-conducteurs est un projet paneuropéen important visant à créer un écosystème global dans cette industrie essentielle pour l'avenir. Ce faisant, nous travaillons à un objectif commun, faire de l'Europe un leader et améliorer notre résilience au niveau mondial. Parmi les mesures que nous prenons ensemble, il y a bien entendu de nombreux projets importants d'intérêt européen commun (PIIEC). Ce n'est qu'ensemble que nous pourrions nous renforcer et nous positionner ensemble au plan mondial. Les start-up sont un autre sujet qui m'intéresse. Le gouvernement allemand a engagé dans ce domaine une stratégie qui est en cours de mise en œuvre. Et nous savons bien entendu aussi que la France est un site d'implantation très apprécié des start-up. J'aimerais donc savoir ce qui, à votre avis, rend votre pays aussi attrayant pour les start-up et en quoi nous pourrions peut-être nous inspirer de votre action dans ce domaine.

M. le président Michael Grosse-Brömer: Merci beaucoup. Hansjörg Durz pour la CDU/CSU.

M. Hansjörg Durz (CDU/CSU): Un très grand merci ! J'aimerais moi aussi vous remercier pour cet échange précieux et dire tout d'abord : de nombreux intervenants ont abordé la transition – en fin de compte, il s'agit de plusieurs transitions qui ont lieu actuellement en parallèle. Ces transitions, nous ne pourrions les maîtriser que si nous réussissons à préserver la prospérité et à nous engager effectivement sur une trajectoire de croissance. Nous nous trouvons ici, surtout en Allemagne, dans une situation difficile. Nous n'atteindrons cette croissance que si nous investissons dans l'avenir et surtout dans l'innovation, que si nous créons des innovations. Le milieu des start-up a à ce propos, et notre collègue Werner l'a déjà dit, un rôle très important à jouer. En France, nous connaissons surtout « STATION F », à Paris, qui se présente comme le plus grand campus de start-up au monde. J'aimerais savoir comment STATION F se développe, si des développements sont prévus. Il y a quelques années, vous avez annoncé que la France devait devenir une « start-up nation ». Il me semble qu'il n'y a pas que STATION F. Mais comment déployez-vous ces campus de start-up dans les territoires ? Tout est-il très concentré sur Paris ou bien y a-t-il d'autres approches sur la manière de réussir ce déploiement ? En ce qui



concerne STATION F, la coopération entre les grandes entreprises et les start-up est apparemment un des thèmes prioritaires. Pouvez-vous nous en dire plus sur votre perception des choses ? J'ai également lu qu'en France, le nombre de jeunes qui décident de créer une entreprise repartait à la hausse. C'est quelque chose de très, très précieux. Chez nous aussi, il serait très important que davantage de jeunes fassent à nouveau ce choix. Qu'est-ce qui a accéléré ce processus et fait que les jeunes sont à nouveau plus nombreux à se tourner vers l'entrepreneuriat ?

M. le **président Michael Grosse-Brömer**: Melis Sekmen, s'il vous plaît, pour les Verts.

M^{me} **Melis Sekmen** (Alliance 90/Les Verts): Mesdames, messieurs ! Je suis heureuse que nous puissions nous retrouver aujourd'hui une deuxième fois au Bundestag allemand. Le terme de start-up a déjà été prononcé. Sans start-up, pas de technologies d'avenir ! Elles jouent aussi un rôle important en Europe. En 2013, vous avez lancé en France le programme « French Tech Ticket » dont l'objectif est d'attirer des talents en France. Nous venons juste d'entendre qu'en Allemagne, différents efforts sont engagés pour attirer dans notre pays davantage de talents et d'entrepreneurs. J'aimerais savoir quel écho ce programme rencontre et quelles mesures concrètes vous avez prévues dans ce cadre. Et deuxièmement, je crois que nous ne pourrions pas éviter de parler de capitaux et d'argent si nous parlons du développement des innovations. J'ai lu que les investissements dans vos start-up avaient augmenté de près de 15 milliards l'année dernière. La situation est différente en Allemagne ou dans d'autres pays européens. Quelles en sont les raisons à votre avis ? Qu'est-ce que vous faites différemment des autres pays européens pour attirer les investissements dans votre pays ? Il y a aussi un autre sujet qui me tient très à cœur : j'ai été pendant de nombreuses années membre du conseil de surveillance de l'incubateur d'entreprises Gründungscentren à Mannheim et nous y avons organisé le sommet franco-allemand des start-up. C'est-à-dire qu'avec nos villes jumelles, Toulon, par exemple, nous avons intensifié l'accompagnement des start-up sur place. Et je trouve que nous devons le faire beaucoup plus dans nos régions, dans nos circonscriptions électorales, afin, tout simplement, d'encourager le transfert d'expertise également vers

le développement d'innovations. Je crois que tous ceux qui siègent ici pour les partis démocratiques sont prêts à établir des coopérations dans leurs circonscriptions. Je pense que c'est une bonne approche, propice également à une amitié franco-allemande vivante.

M. le **président Michael Grosse-Brömer**: Merci beaucoup. Et maintenant, je passe la parole au président Kasbarian.

M. le **président Guillaume Kasbarian**: Merci Monsieur le Président. Pour aborder cette thématique, je vous propose de commencer avec Monsieur Stéphane Vojetta.

M. **Stéphane Vojetta** (Renaissance): Je vais en partie répondre à toutes les questions qui ont été posées sur l'univers des start-up en France. Il y a une véritable volonté de la part du gouvernement actuel et du Président de la République de soutenir le développement de l'innovation française en France et à l'étranger. Et ça passe par la création et le financement de start-up, la création de licornes. On a déjà une vingtaine de licornes en France, c'est-à-dire des start-up valorisées à plus d'un milliard d'euros. Et l'objectif est d'en avoir une cinquantaine d'ici 2030, notamment dans le domaine de l'intelligence artificielle qui est un point commun entre la France et l'Allemagne. D'ailleurs comme vous le savez, nous allons travailler ensemble sur ces sujets-là.

Tout cela est structuré non seulement autour de STATION F, mais il y a beaucoup d'initiatives. Par exemple les écoles 42, qui sont des écoles gratuites, qui ont commencé à s'implanter sur tout le territoire français et qui se développent maintenant à l'étranger. Il y en a plusieurs par exemple en péninsule ibérique. Et je suis sûr qu'il y en a en Allemagne. Ces écoles permettent de former des codeurs, ces experts du langage informatique qui manquent cruellement à l'industrie informatique pour assurer ses plans de développement.

Nous avons aussi le dispositif French Tech, un label qui est soutenu par le gouvernement français et qui permet à l'innovation française de rayonner à l'étranger. Vous avez notamment en Allemagne trois labels French Tech à Berlin, à Munich et à Düsseldorf qui permettent de faciliter l'installation de start-up françaises sur le marché allemand. Ce sont souvent des start-up françaises qui vont lever des capitaux allemands, vont aller voir des



business angels allemands et des fonds de venture capital allemand.

Nous tenons à favoriser de telles coopérations, parce c'est comme cela qu'on va créer des géants technologiques du futur en Europe et qu'on ne devra plus se contenter de regarder passer les trains américains ou chinois et d'essayer de les réguler a posteriori sur notre territoire européen.

M. le président Guillaume Kasbarian: Merci beaucoup. Monsieur Bolo souhaitait intervenir sur cette thématique.

M. Philippe Bolo (Démocrate): Merci Monsieur le Président. Je vais vous parler d'un sujet qu'on a peu évoqué jusqu'à maintenant, celui de l'économie circulaire, qui est en relation évidemment avec notre bloc 4, mais qui aurait pu aussi être évoqué dans le bloc 2.

Mes chers collègues, nous ne pouvons plus ignorer les inconvénients d'une économie linéaire en forte croissance qui se traduit par l'accélération de la raréfaction des ressources et de l'accumulation des déchets. Si les politiques européennes poussent au développement de l'économie circulaire, le mouvement doit être accéléré et amplifié.

Ce nouveau modèle économique n'est pas celui d'une décroissance qui produirait une contraction de l'économie de nature à réduire l'emploi et l'activité des entreprises qui, nous le savons, sont les moteurs des capacités de financement de nos politiques publiques. Ce modèle porte au contraire la perspective de nouvelles activités économiques et de nouveaux emplois.

Vous le savez, l'économie circulaire est fondée sur trois R, c'est le cas en anglais et en français, j'espère que c'est également le cas en allemand pour faciliter le travail de nos traducteurs. Le R de réduction, le R de réutilisation et le R de recyclage. Si la réduction peut provoquer une certaine frilosité, il ne faut pas perdre de vue qu'elle est le résultat de l'économie de la réutilisation et du recyclage.

L'économie circulaire porte donc des valeurs vertueuses en matière de sobriété positive. Le développement de cette réutilisation et de ce recyclage nous permettra de gagner en souveraineté d'approvisionnement dans un monde incertain où l'accès aux matières premières est contraint par des prix et des disponibilités volatils. La gestion de nos

déchets oublie trop souvent qu'ils sont une valeur à valoriser.

Cependant, le développement de cette économie circulaire vertueuse passe par d'importants investissements dans le domaine des innovations, des nouvelles technologies et des nouvelles formes d'organisation sociétales et économiques. En France, deux lois récentes portent des avancées qui restent cependant à poursuivre, la loi anti-gaspillage pour une économie circulaire et la loi Industrie verte.

Chers collègues, voyez-vous l'économie circulaire comme un atout pour l'avenir ? Quels processus législatifs sont encore nécessaires en Allemagne pour l'accompagner et la financer ? Et quelles coopérations pouvons-nous envisager, notamment en termes d'innovation technologique ?

M. le président Guillaume Kasbarian: Merci. Monsieur Fournier souhaitait rapidement intervenir.

M. Charles Fournier (Écologiste): Je voulais simplement dire que non, tout n'est pas concentré à Paris en matière de développement des start-up. Les régions françaises ont une responsabilité en matière de développement économique et accompagnent de manière forte l'émergence de start-up. Je peux peut-être dire que c'est aussi là, et ça a été dit tout à l'heure, que la coopération peut se construire de Land à région française, et pas simplement à l'échelle étatique ou fédérale. Il me semble qu'il y a là matière à accompagner l'émergence de ces start-up.

J'ai envie de préciser aussi que l'innovation n'est pas simplement technologique. Elle est écologique, on vient d'en parler avec l'économie circulaire, mais elle est aussi sociale, et c'est peut-être un pan qui est souvent oublié. Tout ça ne fonctionnera – que ça soit la transition énergie ou la réindustrialisation – que si nos concitoyens s'y retrouvent, s'ils se sentent embarqués dans cette affaire-là. Cela veut dire aussi que la manière de travailler demain va se transformer : dans une France ou une Allemagne à 50 degrés, travailler ne voudra pas dire la même chose qu'aujourd'hui. De nouveaux droits devront émerger et c'est aussi là où l'innovation a sa place. Et je crois par exemple que les acteurs de l'économie sociale et solidaire en France sont aussi des start-up d'innovation et d'innovation sociale, et que c'est essentiel de les



prendre en considération.

M. le **président Michael Grosse-Brömer**: Je veux rapidement prendre congé de notre collègue M^{me} Brantner, qui est attendue à la séance de questions au gouvernement. C'est important. Le contrôle du gouvernement a bien entendu toujours la priorité. Bonne séance et merci d'avoir été avec nous. Pardon.

M. le **président Guillaume Kasbarian**: Merci beaucoup Monsieur le Président. Dernière intervention courte avec Monsieur Laisney.

M. **Maxime Laisney** (La France insoumise): Elle sera courte, Monsieur le Président. Trois choses rapidement.

La première : que ce soit pour l'industrie ou les start-up, ce qui compte à mon sens, certes, c'est d'avoir de l'emploi, mais c'est aussi de savoir ce qu'on produit. Peut-être parlera-t-on un peu de planification cet après-midi. Mais ce n'est pas produire n'importe quoi, n'importe comment. J'imagine que personne autour de cette table ne le souhaite. Je pense que c'est la première question qu'il faut se poser avant de voir s'il faut à tout prix développer des start-up.

Deuxième remarque : je me méfie des solutions technologiques, du technosolutionnisme, pour régler tous les problèmes de notre époque, y compris les problèmes écologiques. Ce sera peut-être le débat de cet après-midi.

Et troisième remarque concernant le développement d'entreprises par les jeunes en France. J'invite nos collègues allemands à y regarder de près. Parce qu'il y a certes des start-up qui ont vocation à développer de vraies activités économiques, mais il y a énormément d'ubérisation, avec des jeunes qui se baladent sur des scooters pour aller livrer des burgers à des gens qui restent dans leur canapé. Je ne sais pas si c'est cela qu'on doit souhaiter pour la jeunesse allemande.

M. le **président Guillaume Kasbarian**: Merci beaucoup, Monsieur le Président, nous avons terminé les interventions côté français. Et je vous laisse continuer.

M. le **président Michael Grosse-Brömer**: Super! La partie allemande est aux prises avec le « Made in Germany » et, une nouvelle fois, rien ne marche

plus. D'accord. Peut-être est-ce aussi un signe à l'intention des trois collègues prévus pour les trois dernières interventions, en principe. Je ne sais pas pourquoi cela ne marche pas, mais le premier micro ne s'éteint pas et le deuxième ne s'allume pas. Vu d'ici, c'est à nouveau logique. Alors, Guillaume. Attention. Maintenant, cela fonctionne à nouveau. Oui, il suffit que nous nous rapprochions et cela marche à nouveau. Nous avons donc encore trois fois deux minutes. Il se peut que nous soyons dans les temps. Si toute la durée impartie n'est pas utilisée, ce sera encore mieux. Nicole Bauer, Bernd Schattner et Pascal Meiser vont donc terminer nos échanges. Je vous en prie.

M^{me} **Nicole Bauer** (FDP): Je vous remercie moi aussi d'être venus et d'échanger avec nous aujourd'hui. Je trouve cela formidable d'exploiter nos atouts et, précisément face à la transition, à l'innovation et au changement auquel nous sommes soumis, afin de générer de la prospérité future et aussi pour générer un revenu correspondant, il est urgent de le faire dans l'UE. À la question de savoir quelles innovations sont autorisées en Allemagne : nous parlerons vendredi prochain de la stratégie nationale sur les innovations sociales. En effet, pour nous, il est évident de considérer l'innovation comme un tout, qui comprend les transformations et innovations sociales, écologiques, numériques, mais aussi techniques. En effet, c'est la seule façon dont une transition peut effectivement réussir. J'aurais eu une autre question pour vous, mais ce n'est plus possible, elle s'inscrirait dans le sujet, mais peut-être aussi en marge. Nous avons aujourd'hui déjà beaucoup parlé d'allègements et d'investissements. En ce qui concerne les investissements, nous allons en Allemagne adopter la loi sur le financement de l'avenir et la loi sur les opportunités de croissance. Ces textes sont destinés à inciter les entreprises à continuer à investir en Allemagne, à y investir dans l'avenir, pour que nous puissions assurer la prospérité ici aussi, chez nous. J'aimerais aborder encore deux points, plutôt comme un appel. Aujourd'hui, nous avons déjà beaucoup parlé de l'industrie automobile. Lorsque nous parlons des véhicules thermiques et des motorisations de l'avenir, j'estime qu'il est urgent et nécessaire de ne pas laisser de côté les e-carburants, surtout en ce qui concerne la flotte existante. Tout le monde n'a pas les moyens de s'acheter tout de suite un véhicule neuf. Beaucoup



d'automobilistes possèdent déjà une voiture qu'ils veulent continuer à utiliser et là, les e-fuels sont très importants. Et l'autre sujet concerne le projet actuel d'interdiction des PFAS (substances per- et polyfluoroalkylées) au niveau de l'UE. Il s'agit de produits dont certains peuvent être remplacés par d'autres, d'autres non. Ces substances sont utilisées dans de nombreux domaines, qui vont de la technique médicale aux semi-conducteurs. Quelle position la France va-t-elle adopter sur ce sujet ? Peut-être pouvez-vous transmettre cette question comme un appel à votre gouvernement.

M. le **président Michael Grosse-Brömer**: Merci beaucoup, j'ai dû un peu taper sur le micro, car nous n'avons pas lancé le chronomètre pour la première minute. C'est à Bernd Schattner pour l'AfD.

M. **Bernd Schattner** (AfD): Merci beaucoup, Monsieur le Président. J'aimerais revenir très rapidement sur le conseil des ministres franco-allemand qui s'est réuni le 22 janvier dernier. À l'occasion des 60 ans du Traité de l'Élysée, il a publié une déclaration commune, également en lien avec les Traités d'Aix-la-Chapelle. Ce texte est une feuille de route pour un renforcement de la coopération en matière de recherche et d'innovation, que ce soit dans le domaine de l'intelligence artificielle, des communications 5G, ou précisément aussi du groupe de recherche sur les batteries, où l'on veut coopérer. Et il y a de la part de la France, le plan d'investissement « France 2030 », qui définit 10 objectifs spécifiques pour la France. Le but est d'assumer à nouveau un leadership technologique ou d'y investir des fonds et des ressources supplémentaires. Ma question porterait sur un élargissement de la coopération avec la France à ce domaine où nous voyons encore des possibilités. Que ce soit dans la production de ces véhicules zéro émissions visée par la France, qui entend produire et mettre en circulation 2 millions de ces véhicules d'ici 2030. Que ce soit dans le domaine du nucléaire innovant, un domaine où la France suit une approche tout à fait différente de celle de l'Allemagne et nous appuie actuellement par des livraisons massives d'électricité d'origine nucléaire. Où l'on essaie, avec de petits réacteurs modulaires, d'assurer l'approvisionnement en électricité de l'avenir. Nous devons simplement voir comment intensifier notre coopération avec la France dans ce domaine,

pour voir si nous pouvons réussir à nous aider mutuellement, pour que nos deux nations industrielles puissent assumer un leadership dans ces domaines au cours des années à venir. Et je crois que l'enjeu, ici, est que nous continuions à cultiver avec la France des échanges intensifs, afin de nous porter en tête dans ce domaine. Merci beaucoup.

M. le **président Michael Grosse-Brömer**: Merci beaucoup. La dernière intervention sera celle de notre collègue M. Meiser.

M. **Pascal Meiser** (La Gauche): Merci beaucoup, Monsieur le Président. Quand nous parlons de technologies d'avenir, je crois que nous devons aussi nous demander comment faire pour que la production industrielle dans ce domaine reste implantée dans l'Union européenne, en France, en Allemagne et bien entendu aussi dans les autres États membres. Et nous voyons justement que dans ce domaine, que ce soient les semi-conducteurs, le solaire, la mobilité électrique, cela ne marche face à la concurrence mondiale actuelle qu'avec un État fort et doté d'une capacité d'action adéquate. Qu'avec beaucoup de fonds publics, sachant que l'on peut à chaque fois discuter pour savoir s'ils vont bien là où il faut. Et comme nous n'aurons plus de réponse, je voudrais au moins formuler ma question comme question ouverte. Si, je trouve...

M. le **président Michael Grosse-Brömer**: Ou ne pas la poser.

M. **Pascal Meiser** (La Gauche): Merci beaucoup, Monsieur le Président, d'avoir l'amabilité de prolonger mon temps de parole. La question qui se pose ici est bien entendu la suivante : De quelles conditions assortir l'utilisation des fonds publics ? Et la question est de savoir si le même débat a lieu en France qu'ici, ou si nous nous trouvons dans une course aux subventions opposant les deux plus fortes nations de l'Union européenne, avec des normes différentes, une course qui peut ensuite se faire au détriment des pouvoirs publics des deux pays. Je crois que nous devons discuter pour savoir quels fonds publics sont utilisés et dans quelle ampleur, dans quelle mesure ils sont aussi peut-être conditionnés aux mêmes critères, si ce sont des critères qui concernent les normes écologiques, mais aussi les normes sociales et du travail. Mais il y a aussi la question des garanties de maintien des sites : il ne faut pas qu'une entreprise puisse tendre



la main pendant cinq ans en France pour recevoir des fonds publics, puis venir en Allemagne et y tendre à nouveau la main pendant cinq ans. Je crois que nous devons ici être sur la même ligne. Et bien entendu, nous devons continuer à discuter ensemble, certes pas aujourd'hui, pour savoir de quelle manière cela peut se faire avec des règles communes au niveau européen et quel rôle incombe aux différents États nationaux. Je crois que dans ce domaine précis des subventions, il y a de nombreuses questions auxquelles nous pouvons apporter des réponses communes, afin de ne pas nous laisser monter les uns contre les autres. Merci beaucoup.

M. le **président Michael Grosse-Brömer**: Merci beaucoup pour cette dernière intervention, qui vient clore notre réunion et notre discussion. Je remercie tous les participants et bien entendu plus particulièrement nos collègues français, de leurs précieuses contributions. Ces remerciements s'adressent également aux interprètes, qui ont fait, comme d'habitude, un travail très difficile et remarquable.

[Applaudissements dans la salle]

Nous venons de voir comment un débat mené de manière constructive peut aussi illustrer la complexité des défis qui sont les nôtres en matière de politique économique et énergétique. Nous estimons important de pouvoir intensifier ces expériences positives, comme celles d'hier soir, dont a aussi bénéficié notre réunion d'aujourd'hui. Je crois que nous devons rester le moteur franco-allemand de l'Europe. L'ours est l'emblème de la ville de Berlin, il symbolise la force et la puissance, et illustre, en l'occurrence, les vœux que je forme pour l'avenir de notre amitié !

[Remise d'un cadeau (Buddy Bär berlinois) au président de la délégation française]

Merci beaucoup d'être venus ! Vous allez maintenant déjeuner avec nos amis du groupe d'amitié interparlementaire franco-allemand. Merci beaucoup.

[Applaudissements dans la salle]

M. le **président Guillaume Kasbarian**: Un dernier mot Monsieur le Président. Simplement pour vous remercier pour votre accueil, remercier les services du Bundestag, les traducteurs. Vous remercier, chers collègues pour votre présence. C'était un vrai

plaisir d'échanger tous ensemble sur de multiples sujets. Ce n'est que le début. Nous avons de beaux projets à porter en commun à l'avenir et en retour de l'ours berlinois, de notre côté nous vous avons ramené une médaille de l'Assemblée nationale que nous sommes ravis de pouvoir vous offrir. Encore une fois merci pour votre accueil et merci à vous toutes et tous.

[Applaudissements dans la salle]

Fin de la réunion: 13 h 04